

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X V I ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

- Audition de M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'INSEE, M. Oliver GARNIER, directeur général chargé des statistiques, des études économiques et des relations internationales de la Banque de France, et M. Bertrand PLUYAUD, chef du bureau France et économiste senior à l'OCDE sur la conjoncture économique ainsi que sur les notes de l'INSEE de septembre 2023 sur la redistribution et ses effets sur le niveau de vie et de novembre 2023 relative aux inégalités et à la pauvreté 2
- Présences en réunion 105

Mercredi
17 janvier 2024
Séance de 9 heures

Compte rendu n° 045

SESSION ORDINAIRE DE 2023-2024

Présidence de
M. Éric Coquerel,
Président



La commission entend M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, M. Oliver Garnier, directeur général chargé des statistiques, des études économiques et des relations internationales de la Banque de France, et M. Bertrand Pluyaud, chef du bureau France et économiste senior à l'OCDE sur la conjoncture économique ainsi que sur les notes de l'INSEE de septembre 2023 sur la redistribution et ses effets sur le niveau de vie et de novembre 2023 relative aux inégalités et à la pauvreté.

[La vidéo de cette réunion est disponible sur le site de l'Assemblée nationale.](#)

*

* *



PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES FRANCE (2023-2026)

COMMISSION DES FINANCES – ASSEMBLÉE NATIONALE

17 janvier 2024



OLIVIER GARNIER

DIRECTEUR GÉNÉRAL – STATISTIQUES, ÉTUDES, INTERNATIONAL



PROJECTION BDF DÉCEMBRE 2023 POUR LA FRANCE

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

(révisions par rapport à septembre 2023 en italique)	2022	2023	2024	2025	2026
PIB réel ^{a)}	2,5	0,8 (0,9)	0,9	1,3	1,6
	–	- 0,1 (0,0)	0,0	0,0	–
IPCH	5,9	5,7	2,5	1,8	1,7
	–	- 0,1	- 0,1	0,0	–
IPCH hors énergie et alimentation	3,1	4,0	2,8	2,2	1,9
	–	- 0,2	0,0	0,1	–
Pouvoir d'achat par habitant	- 0,1	0,7	0,8	0,5	0,7
	–	0,1	0,1	0,0	–
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,3	7,6	7,6	7,6
	–	0,1	0,1	0,0	–

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel, sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de septembre 2023, fondée sur les comptes trimestriels du 31 août 2023, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.

a) Pour 2023, la projection de croissance du PIB réel est indiquée sur la base des dernières informations disponibles (résultats détaillés des comptes trimestriels du 30 novembre 2023 et enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France de début décembre 2023). Le chiffre entre parenthèses correspond à la projection finalisée le 30 novembre, sur la base des comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023.

Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023), projections Banque de France sur fond bleu.

Tableau B : Points clés de la projection France en glissement et niveau en fin d'année

	T4 2022	T4 2023	T4 2024	T4 2025	T4 2026
PIB réel	0,8	0,9	1,1	1,4	1,7
IPCH	7,0	4,2	2,1	1,7	1,7
IPCH hors énergie et alimentation	4,2	3,2	2,9	2,1	2,0
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,2	7,4	7,7	7,8	7,5

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance en glissement annuel, sauf indication contraire.

Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023), projections Banque de France sur fond bleu.

PRÉVISIONS COMPARÉES PIB ET IPCH POUR FR, ALL, IT, ESP ET ZE

Prévisions de croissance annuelle du PIB

	2024	2025	2026
Zone euro	0,9	1,5	1,5
Allemagne	0,4	1,2	1,3
France	0,9	1,3	1,6
Italie	0,6	1,1	1,1
Espagne	1,6	1,9	1,7

Prévisions d'inflation IPCH total en moyenne annuelle

	2024	2025	2026
Zone euro	2,7	2,1	1,9
Allemagne	2,7	2,5	2,2
France	2,5	1,8	1,7
Italie	1,9	1,9	1,7
Espagne	3,3	2	1,9

Source: Projections Macroéconomique de l'Eurosystème - BMPE de décembre 2023; calculs BdF



COMMENT EXPLIQUER LES PERTES DE PRODUCTIVITÉ DEPUIS 2019 ET QUELLE ÉVOLUTION ATTENDRE À MOYEN TERME ?

Estimation et décomposition des pertes de productivité par tête

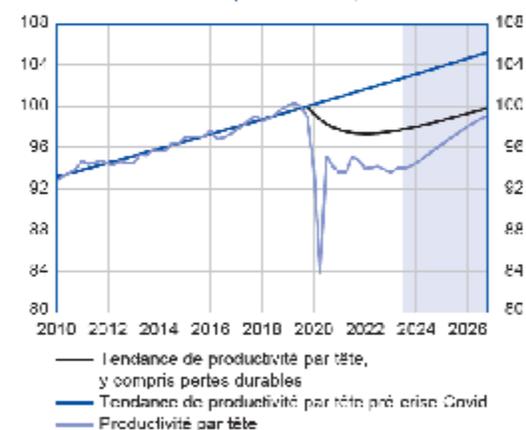
(en points de pourcentage, en écart à la tendance pré-crise Covid au T2.2023)

Pertes durables	3
Pertes temporaires	2
Inexpliqué	3 ½
Total	8 ½
<i>Pertes durables expliquées et inexpliquées</i>	<i>5 ½</i>
<i>Pertes temporaires expliquées et inexpliquées</i>	<i>3</i>

Les chiffres sont arrondis au demi-point de pourcentage près.
Champ : Emploi salarié et non salarié, branches marchandes.
Source : Banque de France.

Tendances de productivité et productivité par tête

(base 100 = T4.2019 de la tendance pré-crise Covid)



Note : La croissance de la tendance de productivité par tête pré-crise Covid est estimée à 0,7 % par an sur la période 2010-2019. Les tendances sont représentées en indice avec une base 100 au quatrième trimestre 2019. La productivité par tête est représentée en indice relatif à la valeur de ces tendances pour ce même trimestre.
Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleu.

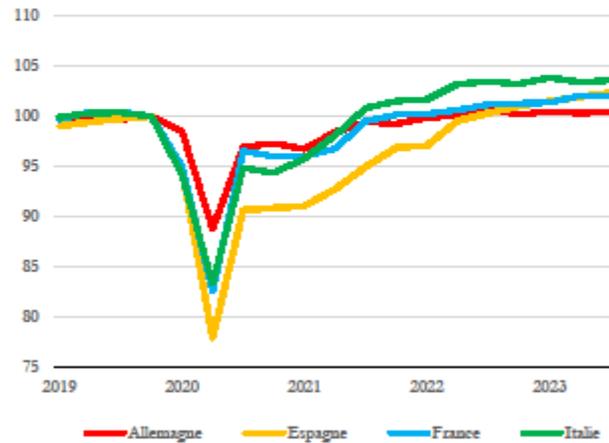


ÉVOLUTIONS COMPARÉES PIB ET IPCH EN BASE 100 Q4 2019

■ PIB

Evolution du PIB (100=T4 2019)

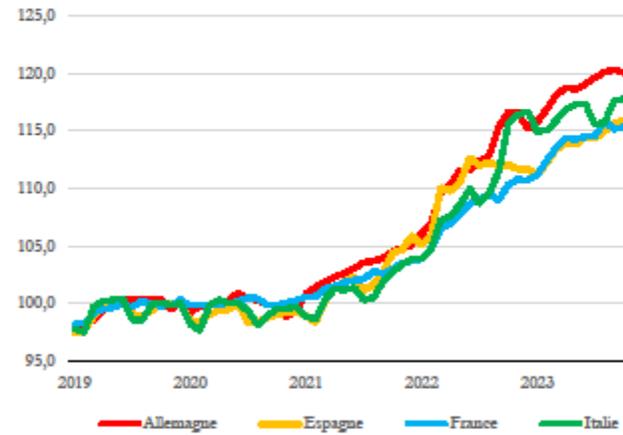
Données Eurostat, dernier point au T3 2024



■ IPCH

Evolution de l'IPCH (100=T4 2019)

Données Eurostat, dernier point décembre 2023

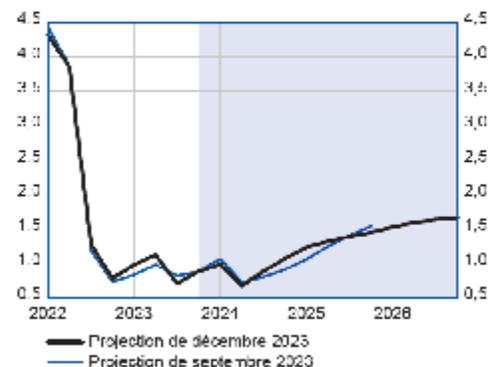


Source: Eurostat; calculs BdF

L'ACTIVITÉ RESTERAIT RALENTIE EN 2024, AVANT DE SE RAFFERMIR ENSUITE...

Graphique 1 : Croissance du PIB réel, en comparaison de la prévision de septembre

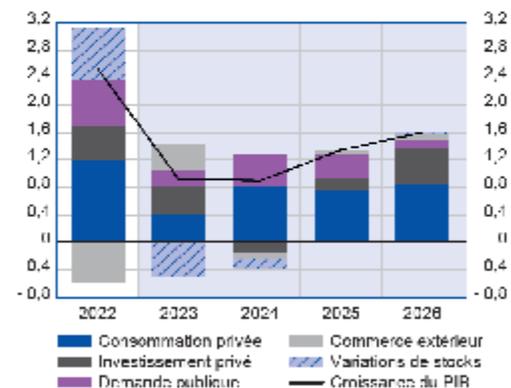
(croissance annuelle de séries trimestrielles, en %)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleu.

Graphique 2 : Contributions à la croissance du PIB réel

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Sources : Insee jusqu'en 2022, projections Banque de France sur fond bleu.



...TIRÉE PAR LA CONSOMMATION, PUIS PAR L'INVESTISSEMENT

Tableau C1 : Projections détaillées France

	Projections de décembre 2023					Révisions depuis septembre 2023		
	2022	2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025
PIB réel	2,5	0,9	0,9	1,3	1,6	0,0	0,0	0,0
Contributions (points de PIB) ^{a)}								
Demande intérieure hors stocks	2,4	1,1	1,1	1,3	1,5	0,7	0,3	0,0
Exportations nettes	-0,6	0,4	-0,1	0,1	0,1	-0,2	-0,1	0,1
Variations de stocks	0,7	-0,5	-0,1	0,0	0,0	-0,3	-0,2	0,0
Consommation des ménages (52 %) ^{b)}	2,1	0,7	1,5	1,4	1,6	0,7	-0,3	-0,1
Consommation publique (23 %)	2,6	0,6	1,7	0,9	0,8	0,1	1,1	-0,2
Investissement total (24 %)	2,3	2,0	-0,4	1,3	1,9	1,1	0,7	0,2
Investissement public (4 %)	1,5	2,8	1,7	3,8	-1,6	0,0	2,4	-0,2
Investissement des ménages (5 %)	-1,2	-3,6	-4,1	-0,3	3,2	2,2	1,8	0,6
Investissement des entreprises (SNF-SF-EI) (14 %)	3,9	4,1	0,5	1,2	2,3	1,0	-0,1	0,1
Exportations (32 %)	7,4	1,6	2,0	3,5	3,5	-0,6	-0,8	0,6
Importations (33 %)	8,8	0,5	2,1	3,1	3,0	0,1	-0,6	0,5
Revenu disponible brut (RDB) réel des ménages	0,2	1,0	1,0	0,7	0,9	0,1	0,1	0,0
Créations nettes d'emplois (en milliers)	775	337	-36	-48	74	19	24	32
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,3	7,8	7,8	7,6	0,1	0,1	0,0
IPCH	5,9	5,7	2,5	1,8	1,7	-0,1	-0,1	0,0
IPCH hors énergie et alimentation	3,4	4,0	2,8	2,2	1,9	-0,2	0,0	0,1
Déflateur du PIB	2,9	5,3	2,6	2,0	1,5	-0,2	0,1	0,2

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de septembre 2023, fondée sur les comptes trimestriels du 31 août 2023, sont calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.

a) La somme des contributions ne correspond pas nécessairement à la croissance du PIB du fait d'arrondis.

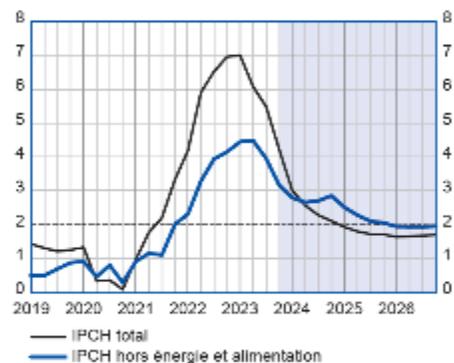
b) Les pourcentages entre parenthèses correspondent à la part de chaque poste dans le PIB en 2019.

Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023), projections Banque de France sur fond bleu.

LE REPLI DE L'INFLATION SE CONFIRME, AVEC UN RETOUR PROGRESSIF VERS 2% D'ICI AU PLUS TARD 2025

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

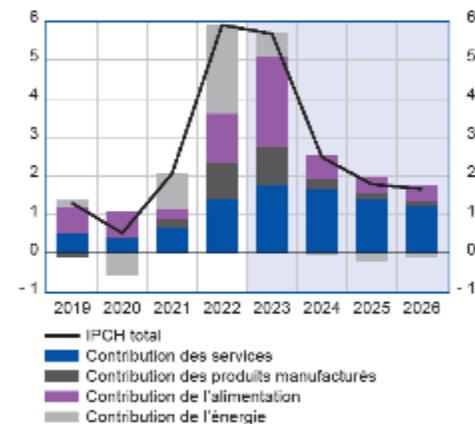
(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.
Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleu.

Graphique 4 : Décomposition de l'IPCH

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



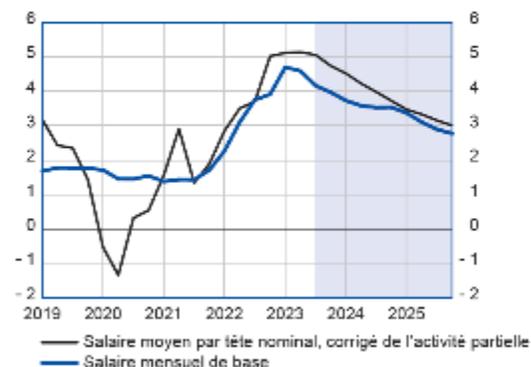
Sources : Insee jusqu'en 2022, projections Banque de France sur fond bleu.



APRÈS AVOIR CRÛ UN PEU MOINS VITE, LES SALAIRES NOMINAUX RALENTIRAIENT PLUS TARDIVEMENT QUE L'INFLATION

Graphique 5 : Croissance du salaire moyen par tête dans le secteur marchand et du salaire mensuel de base

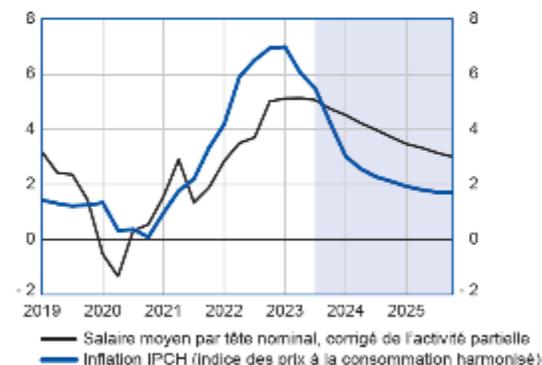
(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2023 pour le salaire moyen par tête, projections Banque de France sur fond bleuté.

Graphique 6 : Croissance du salaire moyen par tête dans le secteur marchand et inflation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2023 pour le salaire moyen par tête, projections Banque de France sur fond bleuté.

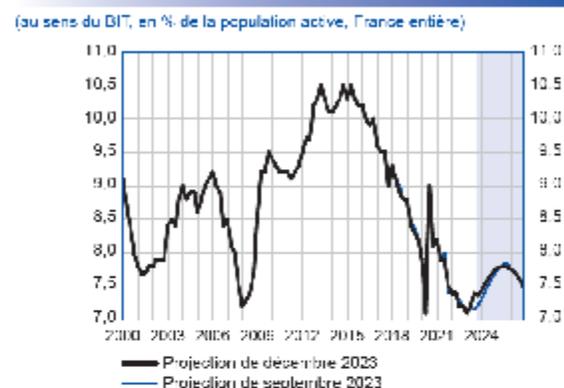
APRÈS UN FLÉCHISSEMENT CYCLIQUE EN 2024-2025, L'EMPLOI RECOMMENCERAIT À CROÎTRE EN 2026

Graphique 7 : Emploi salarié dans les branches marchandes



Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleu.

Graphique 8 : Taux de chômage



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleu.

Tableau D3 : Variation de l'emploi et du chômage dans l'ensemble de l'économie

(en milliers, moyenne annuelle)

	2022	2023	2024	2025	2026
Emploi total	775	797	- 35	- 48	74
Emplois salariés marchands	625	607	- 88	- 103	15
Emplois salariés non marchands	15	13	24	23	27
Emplois non salariés	135	178	37	31	32
Population active	625	745	74	30	37
Chômage	- 150	7	110	79	- 37
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,3	7,6	7,8	7,6

Sources : Insee pour 2022 (sauf pour l'indicateur trimestriel du 31 octobre 2023), projections Banque de France sur fond bleu.



COMMENT EXPLIQUER LES PERTES DE PRODUCTIVITÉ DEPUIS 2019 ET QUELLE ÉVOLUTION ATTENDRE À MOYEN TERME ?

Estimation et décomposition des pertes de productivité par tête

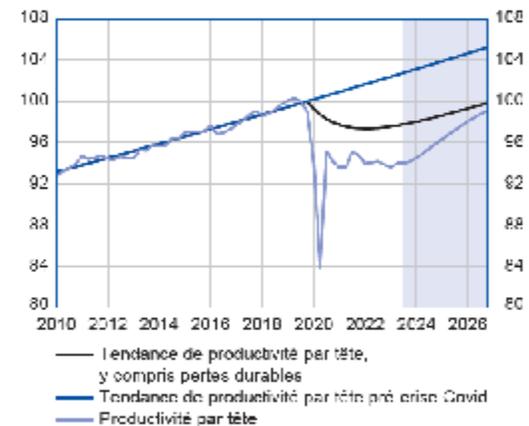
(en points de pourcentage, en écart à la tendance pré-crise Covid au T4.2023)

Pertes durables	3
Pertes temporaires	2
Inexpliqué	3 ½
Total	8 ½
<i>Pertes durables expliquées et inexpliquées</i>	<i>5 ½</i>
<i>Pertes temporaires expliquées et inexpliquées</i>	<i>3</i>

Les chiffres sont arrondis au demi-point de pourcentage près.
Champ : Emploi salarié et non salarié, branches marchandes.
Source : Banque de France.

Tendances de productivité et productivité par tête

(base 100 = T4.2019 de la tendance pré-crise Covid)



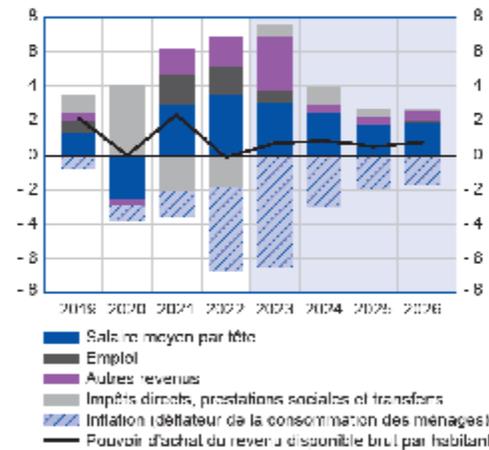
Note : La croissance de la tendance de productivité par tête pré-crise Covid est estimée à 0,7 % par an sur la période 2010-2019. Les tendances sont représentées en indice avec une base 100 au quatrième trimestre 2019. La productivité par tête est représentée en indice relatif à la valeur de ces tendances pour ce même trimestre.
Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleu.



LA CONSOMMATION SERAIT SOUTENUE PAR LES GAINS DE POUVOIR D'ACHAT ET UN LENT REPLI DU TAUX D'ÉPARGNE

Graphique 9 : Contributions aux gains de pouvoir d'achat des ménages et gains de pouvoir d'achat par habitant

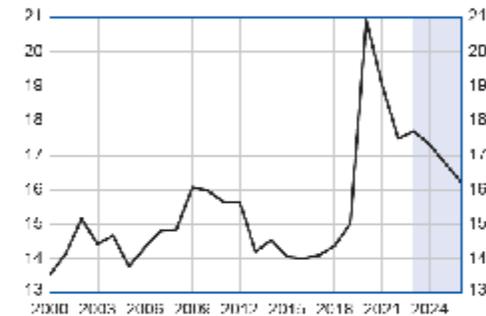
(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Nota : L'inflation est ici mesurée par l'évolution du déflateur de la consommation des ménages, qui peut différer de l'inflation IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé).
Sources : Insee jusqu'en 2022, projections Banque de France sur fond bleu.

Graphique 10 : Taux d'épargne des ménages

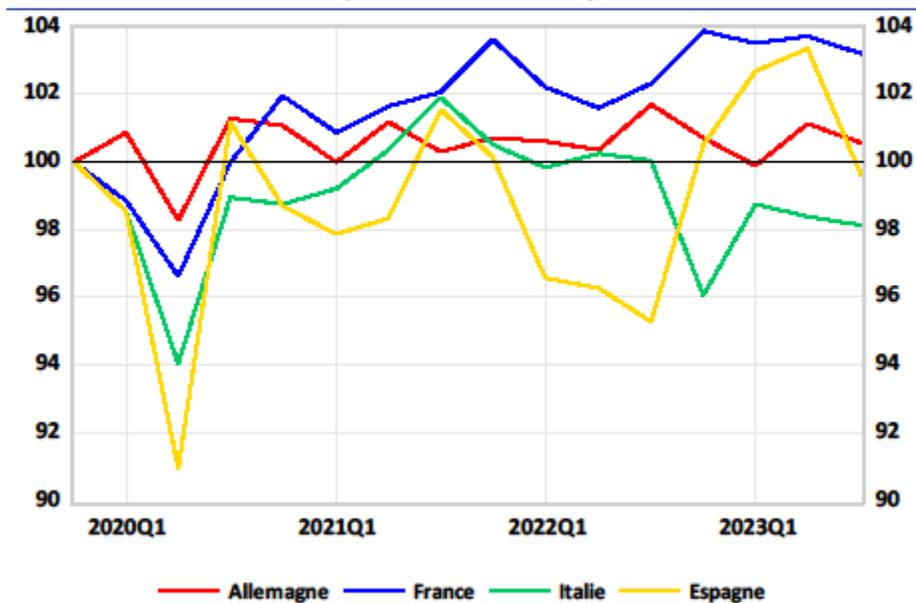
(en % du revenu disponible brut)



Sources : Insee jusqu'en 2022, projections Banque de France sur fond bleu.

ÉVOLUTIONS COMPARÉES DU POUVOIR D'ACHAT DU RDB ENTRE Q4 2019 ET Q3 2023

Pouvoir d'achat des ménages: RDB déflaté par le déflateur de la consommation
(niveau; T4 2019=100)



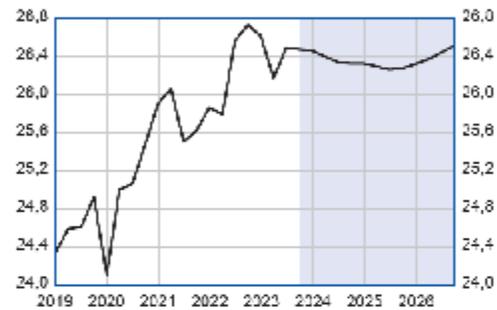
Dernier point: T3 2023.
Source: Eurostat; calculs BdF



APRÈS UN CREUX EN 2024, L'INVESTISSEMENT RETROUVERAIT SON DYNAMISME À PARTIR DE 2025

Graphique 11 : Taux d'investissement des sociétés non financières

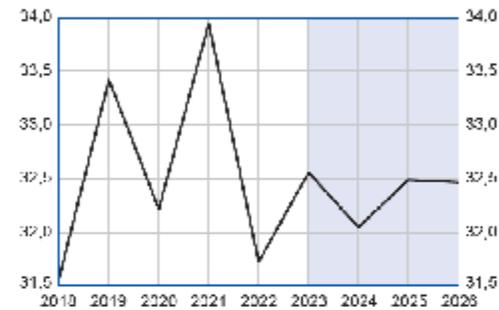
(en % de la valeur ajoutée)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleu-té.

Graphique 12 : Taux de marge des sociétés non financières

(en % de la valeur ajoutée, moyenne annuelle)



Sources : Insee jusqu'en 2022, projections Banque de France sur fond bleu-té.

Tableau D4 : Ratios des sociétés non financières

(en %, moyenne annuelle)

	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de marge (en % de la valeur ajoutée)	31,7	32,6	32,0	32,5	32,5
Taux d'investissement (en % de la valeur ajoutée)	25,9	25,9	25,9	25,8	25,9
Taux d'auto-financement (épargne/investissement)	85,8	85,1	80,8	82,4	82,0

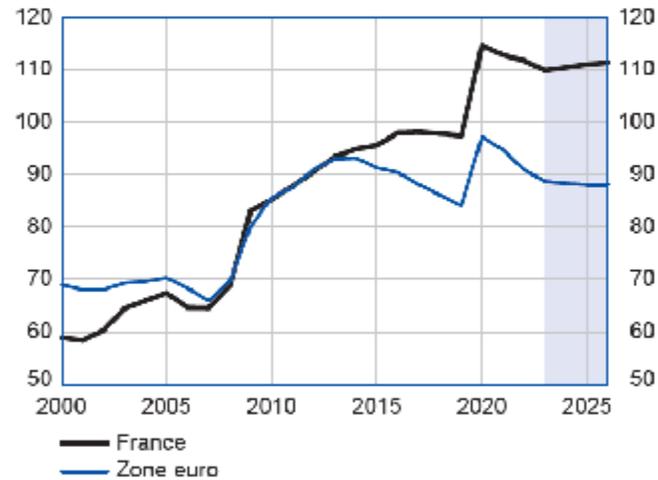
Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023), projections Banque de France sur fond bleu-té.



AVANT MESURES NOUVELLES, LA BAISSÉ DU DÉFICIT SERAIT INSUFFISANTE POUR RÉDUIRE LE RATIO DE DETTE D'ICI 2026

Graphique 13 : Dette publique en France et en zone euro

(en % du PIB)



Sources : Insee et Eurostat jusqu'en 2022, projections Banque de France et Eurosysteme sur fond bleuté.



ANNEXES



HYPOTHÈSES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Tableau A : Hypothèses techniques et environnement international ^{a)}

	2022	2023	2024	2025	2026
Hypothèses techniques					
Pétrole, baril de Brent (USD)	103,7	84,0	80,1	76,5	73,6
Pétrole, baril de Brent (EUR)	98,5	77,7	73,9	70,6	67,9
Matières premières hors énergie (EUR, évolution en %)	19,4	- 15,2	- 2,6	2,4	1,7
USD/EUR	1,05	1,08	1,08	1,08	1,08
Taux de change effectif nominal (évolution en %) ^{b)}	- 3,6	4,9	1,4	0,0	0,0
Euribor à 3 mois ^{c)}	0,3	3,4	3,6	2,8	2,7
Taux longs sur les obligations de l'État français à 10 ans ^{c)}	1,7	3,0	3,2	3,3	3,4
Environnement international, évolution en %					
Prix des concurrents à l'export extra-zone euro (en euros)	21,1	- 5,2	1,7	2,7	2,6
PIB mondial	3,3	3,0	2,8	3,0	3,0
PIB mondial hors zone euro	3,3	3,3	3,1	3,2	3,2
Commerce mondial hors zone euro	5,5	1,1	3,0	3,0	3,2
Demande adressée à la France	6,9	0,1	2,2	2,9	2,9
<i>Intra-zone euro</i>	7,5	- 0,8	1,6	3,0	2,8
<i>Extra-zone euro</i>	6,5	0,7	2,6	2,9	3,0

a) Ces hypothèses techniques et d'environnement international sont établies par l'Eurosystème au 23 novembre 2023 pour les données de marché selon des principes explicités dans la publication *A guide to the Eurosystem/ECB staff macroeconomic projection exercises*, juillet 2016, disponible à l'adresse : <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/staffprojectionsguide201607.en.pdf>. La demande mondiale correspond à la somme des importations des partenaires commerciaux de la France, pondérée par le poids de chaque marché dans les exportations françaises. La méthode de calcul est expliquée dans le document de travail « Trade consistency exercise in the context of the Eurosystem projection exercises – an overview », disponible à l'adresse : <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpops/ecbocp108.pdf>.

b) Calculé par rapport à 41 pays partenaires de la zone euro.

c) Les prévisions de taux d'intérêt sont obtenues à partir de l'information extraite de la courbe des taux.

Source : Eurosystem, projections Eurosystem sur fond bleu.



CONTRIBUTIONS À LA CROISSANCE DU PIB

Tableau C2 : Contributions détaillées à la croissance du PIB

	Projections de décembre 2023					Révisions depuis septembre 2023		
	2022	2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025
PIB réel	2,5	0,9	0,9	1,3	1,6	0,0	0,0	0,0
Contributions (points de PIB) ^{a)}								
Demande intérieure hors stocks	2,4	1,1	1,1	1,3	1,5	0,7	0,3	0,0
<i>Consommation privée</i>	1,2	0,4	0,8	0,8	0,9	0,4	- 0,2	0,0
<i>Investissement privé</i> ^{b)}	0,5	0,4	- 0,2	0,2	0,5	0,3	0,0	0,1
<i>Demande publique</i> ^{c)}	0,7	0,2	0,5	0,3	0,1	0,0	0,4	- 0,1
Exportations nettes	- 0,6	0,4	- 0,1	0,1	0,1	- 0,2	- 0,1	0,1
Variations de stocks	0,7	- 0,5	- 0,1	0,0	0,0	- 0,3	- 0,2	0,0

Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de septembre 2023, fondée sur les comptes trimestriels du 31 août 2023, sont calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.

a) La somme des contributions ne correspond pas nécessairement à la croissance du PIB du fait d'arrondis.

b) L'investissement privé regroupe l'investissement des entreprises et celui des ménages.

c) La demande publique regroupe consommation et investissement publics.

Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023), projections Banque de France sur fond bleu.



INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES

Tableau D1 : Évolution de la consommation et du pouvoir d'achat des ménages

(croissance annuelle en %)	2022	2023	2024	2025	2026
Consommation réelle des ménages	2,1	0,7	1,5	1,4	1,6
Déflateur de la consommation	4,8	6,5	2,9	1,3	1,7
Pouvoir d'achat ^{a)}	0,2	1,0	1,0	0,7	0,9
Pouvoir d'achat par habitant ^{a)}	-0,1	0,7	0,8	0,5	0,7
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	17,5	17,7	17,3	16,7	16,2

a) Rapporté au déflateur de la consommation.

Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023); projections Banque de France sur fond bleu.

Tableau D2 : Évolution des salaires et de la productivité dans le secteur marchand

(croissance annuelle en %)	2022	2023	2024	2025	2026
Déflateur de la valeur ajoutée	4,1	6,2	1,6	1,6	1,6
Coûts salariaux unitaires (CSU)	5,1	4,5	2,6	1,2	1,5
Productivité par tête	-0,3	-0,1	1,4	1,9	1,6
Productivité horaire	-3,3	-0,8	1,5	2,1	1,9
Salaires moyen par tête, nominal	5,6	4,9	4,1	3,3	3,3
Salaires moyen par tête, nominal, corrigé du chômage partiel	3,8	5,0	4,1	3,2	3,2
SMPT réel rapporté au déflateur de la consommation ^{a)}	0,8	-1,5	1,2	1,4	1,5
SMPT réel, corrigé du chômage partiel, rapporté au déflateur de la consommation ^{a)}	-1,0	-1,4	1,2	1,4	1,4
SMPPI réel rapporté au déflateur de la valeur ajoutée marchande ^{a)}	1,4	-1,2	2,5	1,6	1,6
SMPT réel, corrigé du chômage partiel, rapporté au déflateur de la valeur ajoutée marchande ^{a)}	0,4	1,1	2,5	1,6	1,5

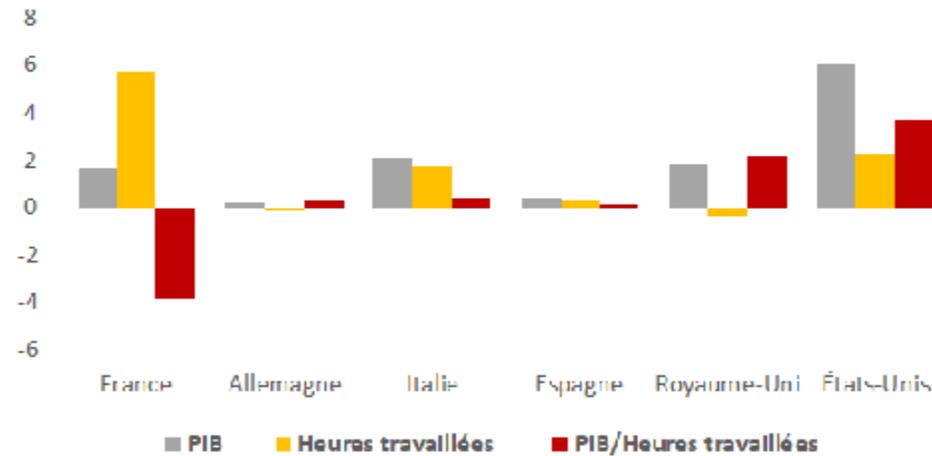
a) SMPT, salaire moyen par tête.

Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023); projections Banque de France sur fond bleu.



L'EXCEPTION FRANÇAISE EN MATIÈRE DE VOLUME DE TRAVAIL ET DE PRODUCTIVITÉ DURANT LA PÉRIODE POST-COVID

Évolutions du PIB, des heures travaillées et de la productivité horaire du travail depuis 2019
(en %, variation cumulée entre T4 2019 et T2 2023)



Sources : Insee, Eurostat, Istat, ONS, BEA, OCDE, calculs des auteurs

Note : PIB en volume et heures travaillées au sens de la comptabilité nationale



CONJONCTURE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Bertrand Pluyaud

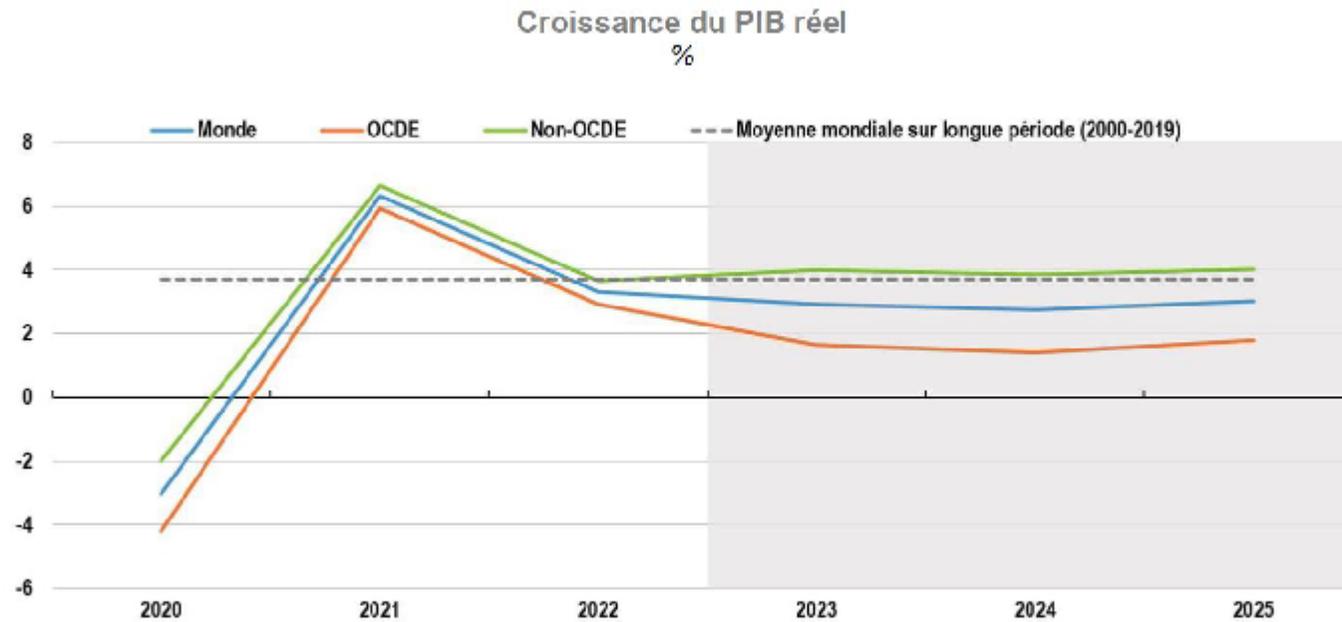
Audition par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale
Mercredi 17 janvier 2024



INTERNATIONAL



La croissance mondiale devrait rester modérée



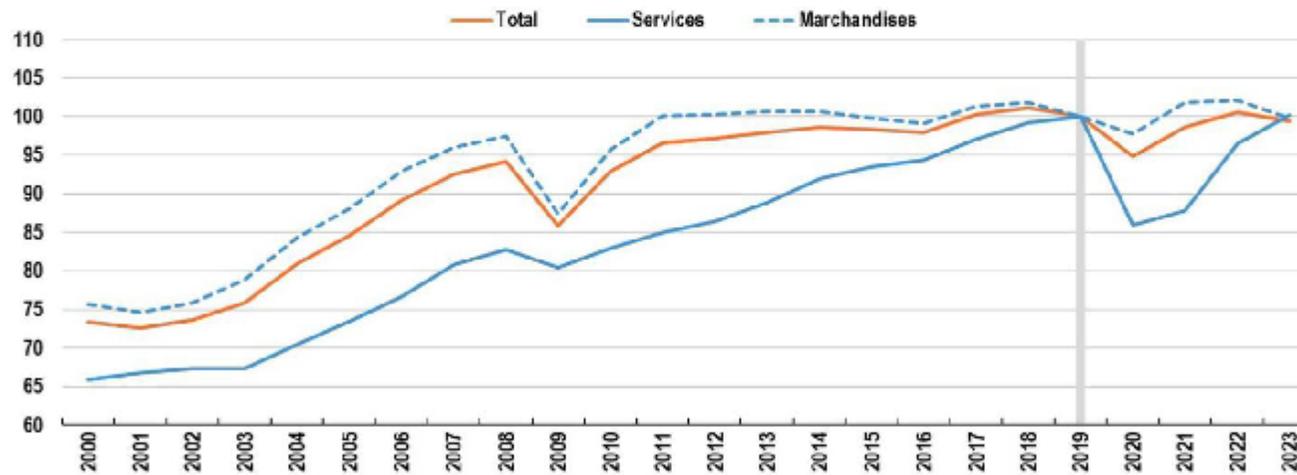
Note : La moyenne sur longue période correspond à la croissance annuelle du PIB mondial de 2000 à 2019. La zone ombrée indique la période couverte par les projections.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; et calculs de l'OCDE.



La croissance des échanges marque le pas

Ratio des échanges mondiaux au PIB
Index 2019=100



Note : Les volumes des échanges sont calculés à partir de la moyenne des exportations et des importations, converties en dollars des États-Unis. Le chiffre de 2023 est basé sur la moyenne des T1 et T2.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; calculs de l'OCDE.



Les conditions financières se sont nettement durcies

Taux d'intérêt réels anticipés à long terme
%



Note: Dernières données disponibles jusqu'au 23 novembre 2023. Les taux d'intérêt réels à long terme montrent les rendements obligataires à 10 ans liés à l'inflation.

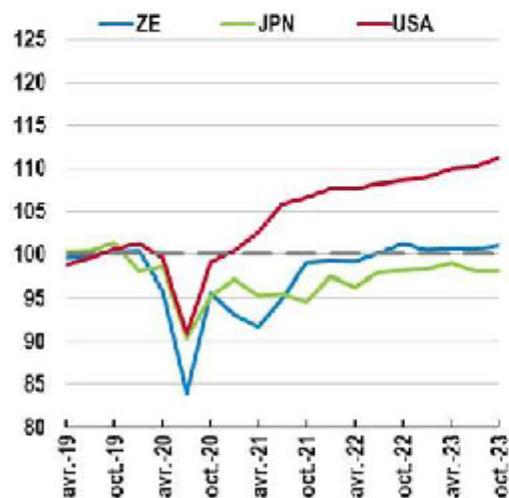
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; Conseil des gouverneurs du Système fédéral de Réserve des États-Unis ; Banque centrale européenne ; et calculs de l'OCDE.



L'activité économique livre un tableau contrasté

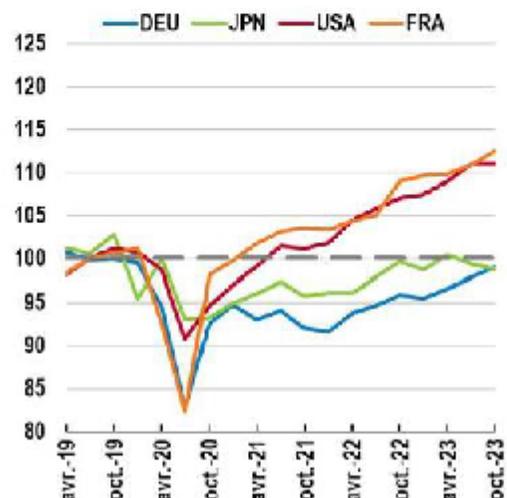
Consommation privée

Indice 2019=100, per habitant, volume



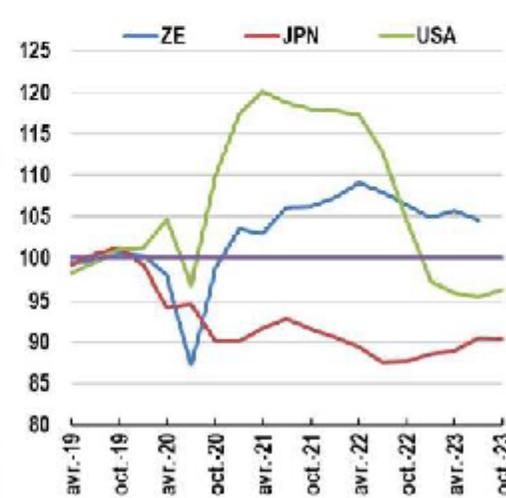
Investissement des entreprises

Indice 2019=100, volume



Investissement dans le logement

Indice, 2019=100, volume

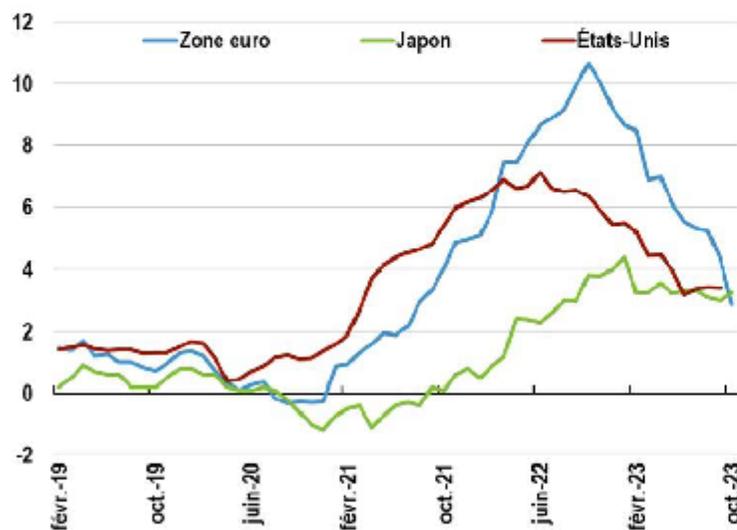


Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; et calculs de l'OCDE.

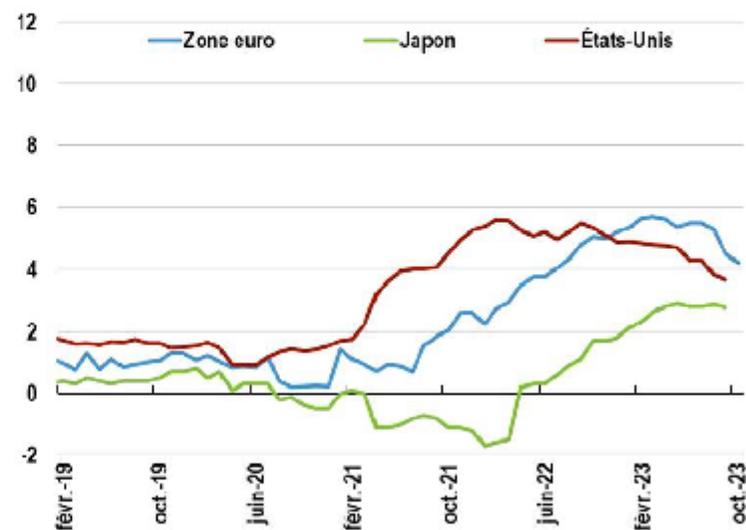


L'inflation ralentit

Inflation globale
Glissement annuel en %



Inflation sous-jacente
Glissement annuel en %



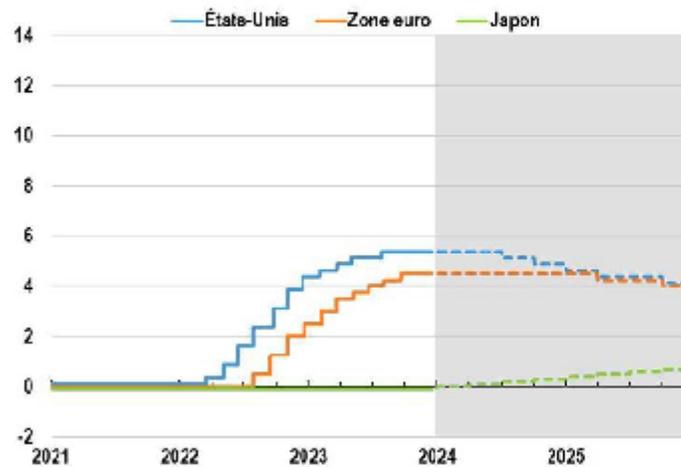
Note : Le graphique fait référence à l'indice des prix à la consommation harmonisé pour la zone euro, à l'indice PCE (*Personal consumption expenditure*) pour les États-Unis et à l'indice des prix à la consommation pour le Japon.

Source : Base de données des indicateurs à court terme de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.



La politique monétaire devrait rester restrictive

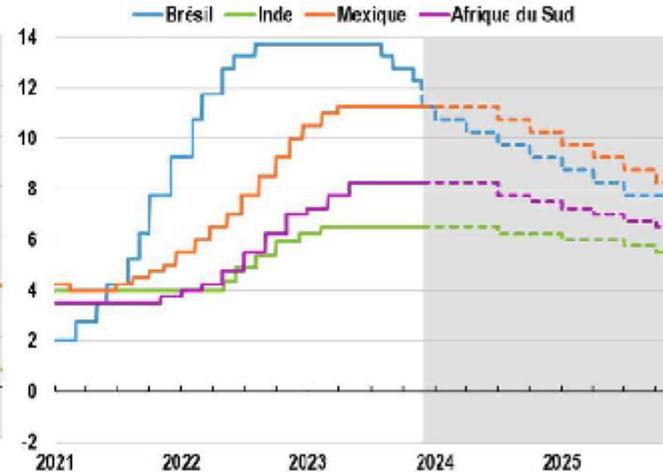
Économies avancées
Taux directeurs, %



Note : Pour les États-Unis, le taux directeur correspond au point médian de la fourchette retenue comme objectif pour le taux des fonds fédéraux. Le taux directeur utilisé pour la zone euro est celui qui s'applique aux principales opérations de refinancement. La zone grisée correspond aux projections de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

Économies de marché émergentes
Taux directeurs, %



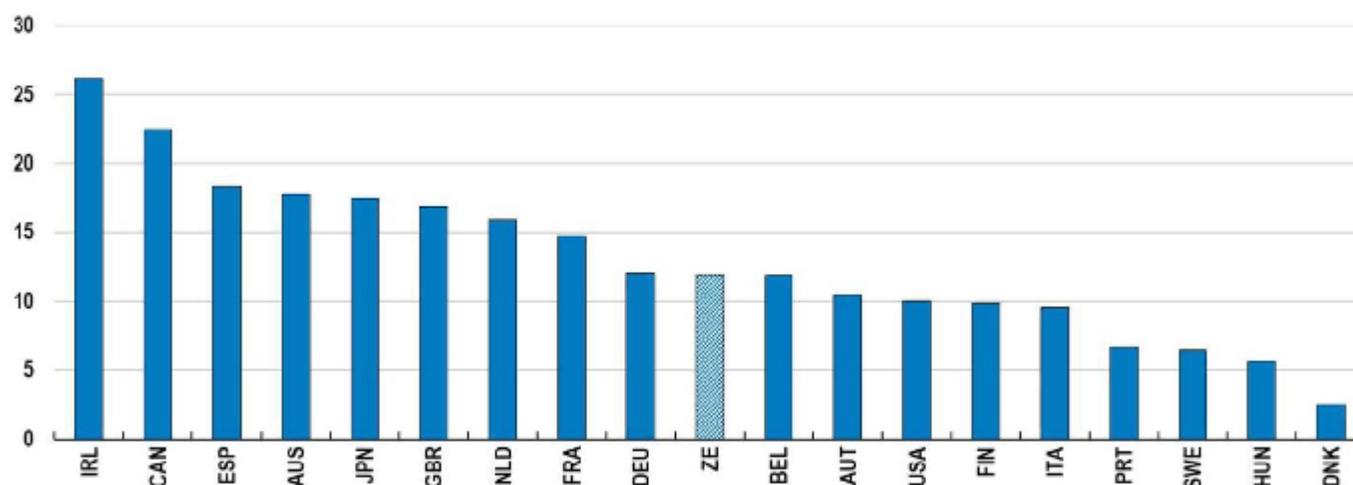
Note : La zone grisée correspond aux projections de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.



L'épargne accumulée depuis la pandémie pourrait stimuler la croissance de la consommation

Estimations du stock actuel d'épargne excédentaire des ménages
% du revenu disponible des ménages, T2 2023 ou dernières données disponibles



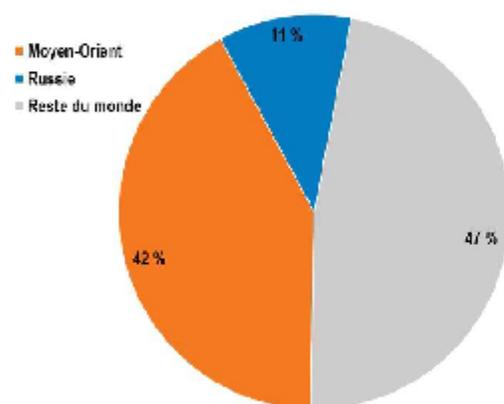
Note : Basé sur l'épargne brute des ménages. Les dernières données disponibles pour les États-Unis correspondent au T3 2023, et pour les autres pays au T2 2023. L'excès d'épargne est la somme cumulée des flux d'épargne trimestriels depuis le T1 2020 par rapport aux niveaux qui auraient été atteints si le taux d'épargne avait été égal au taux d'épargne moyen de la période 2015-19. Les taux d'épargne pour le Japon sont estimés à partir du T1 2021.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux trimestriels ; et calculs de l'OCDE.



Les tensions géopolitiques menacent la croissance

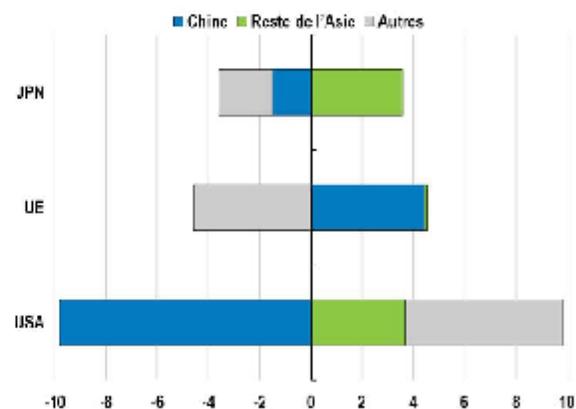
Exportations mondiales de pétrole brut
% des exportations mondiales, 2022



Note : Fondé sur le volume en mb/j. Les données peuvent inclure les condensats de concession et les volumes de pétrole en transit.

Source : OPEC Annual Statistical Bulletin (ASB) 2023.

Évolution de la structure des échanges
% de variation des parts des importations nominales de biens manufacturés entre 2018 et T1 2023



Note : Toutes les données sont exprimées en valeur (monnaie locale). Statistiques sur les importations de produits manufacturés fondées sur : Japon - Système harmonisé de classification appliqué par l'administration des douanes ; UE et États-Unis - Classification type pour le commerce international (CTCI). La nomenclature des produits manufacturés n'inclut pas les produits alimentaires, les boissons et les combustibles. Le reste de l'Asie comprend la Corée, Hong Kong (Chine), le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Taïpei chinois, la Thaïlande et le Viet Nam ; la catégorie « Autres » inclut tous les autres pays non mentionnés ailleurs dans le graphique.

Source : Centre national de la statistique du Japon ; Eurostat ; Bureau du recensement des États-Unis ; et calculs de l'OCDE.

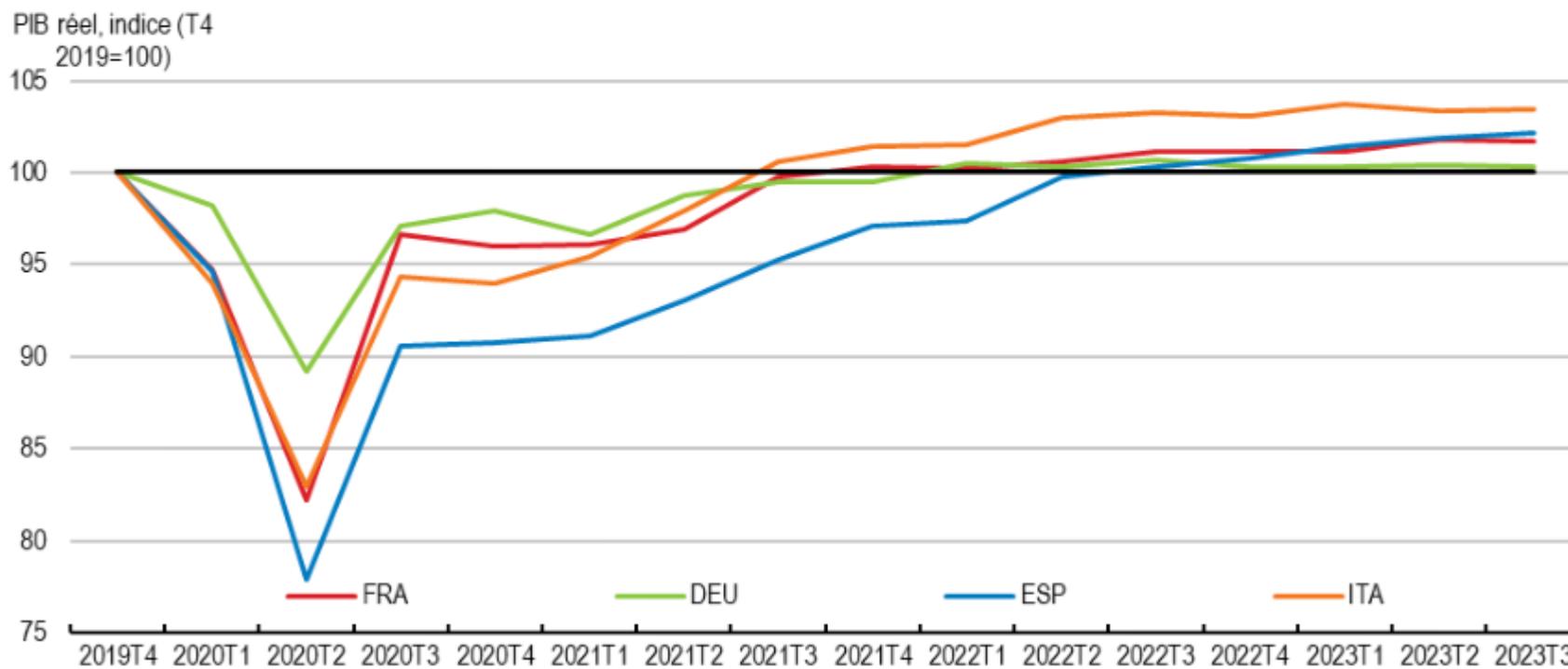




FRANCE



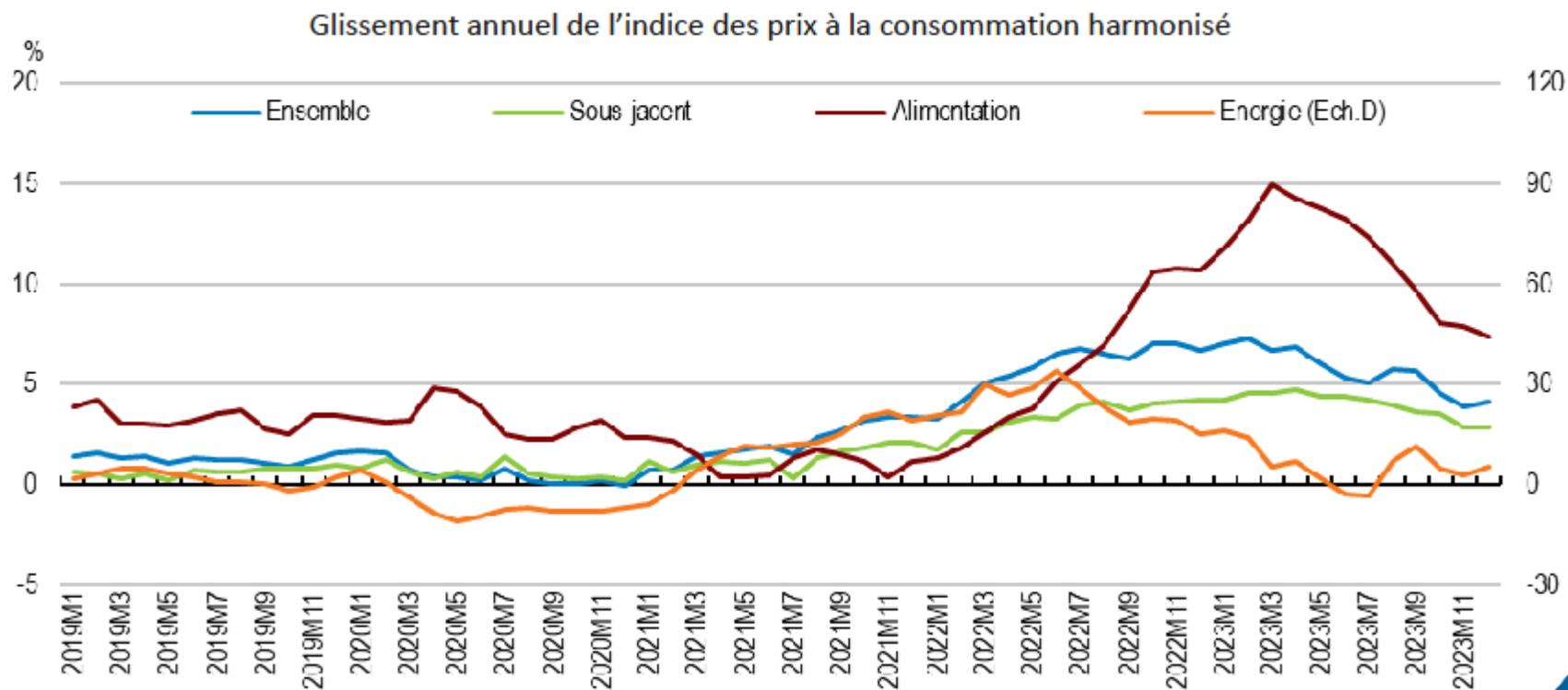
Le PIB a dépassé son niveau d'avant la pandémie, mais a ralenti depuis la fin 2021



Source : Eurostat



L'inflation a baissé mais reste élevée

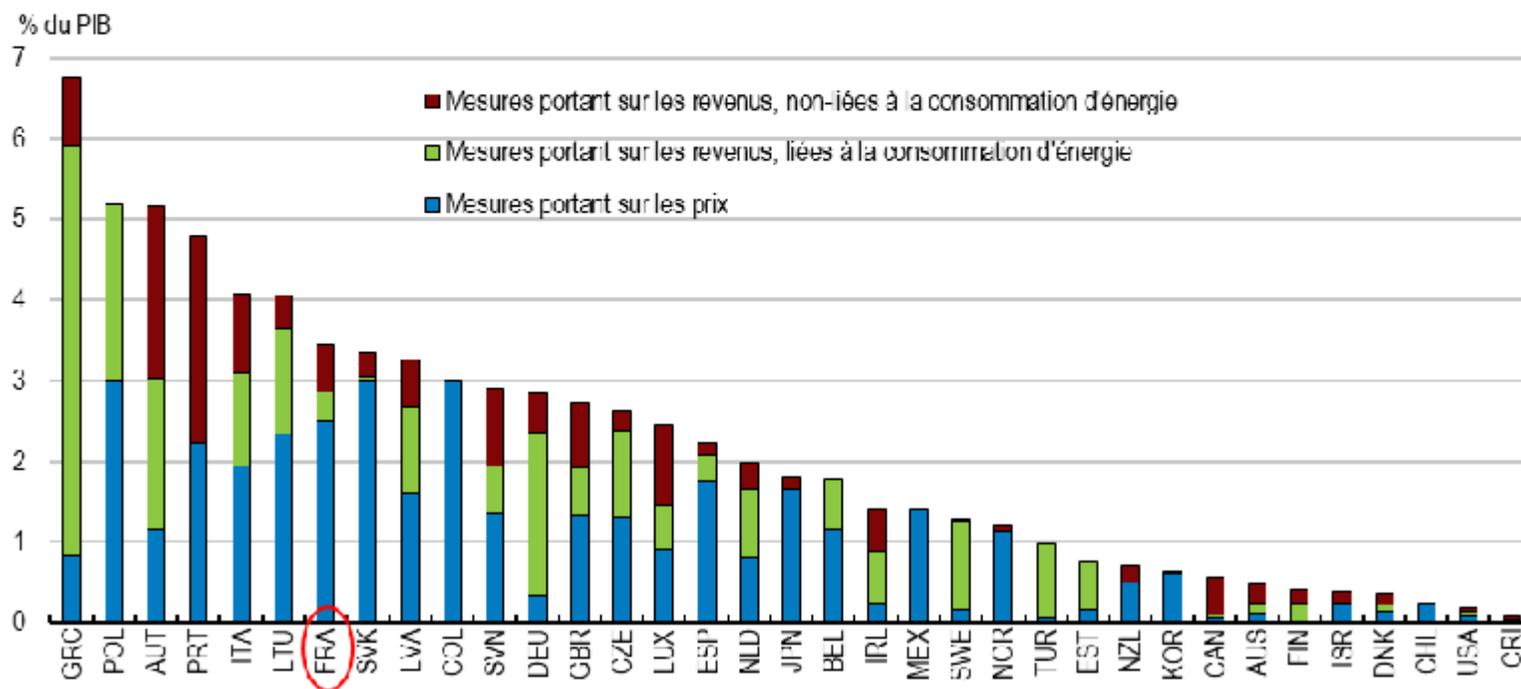


Source : Eurostat



La France a fait le choix de soutenir les ménages et les entreprises via une action sur les prix

Coût des mesures de soutien face à la hausse des prix de l'énergie, en % du PIB (2021-2023)

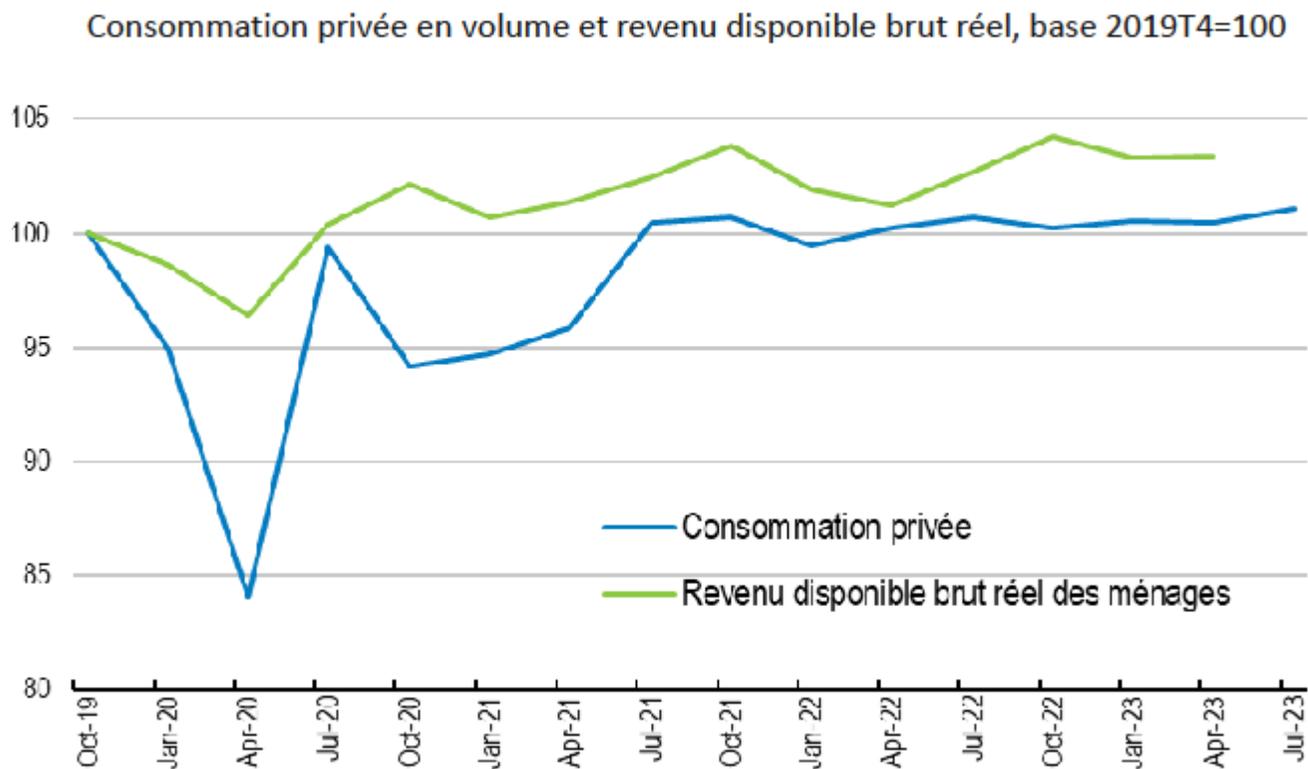


Source : Calculs OCDE d'après sources nationales





Les mesures de soutien ont préservé le pouvoir d'achat

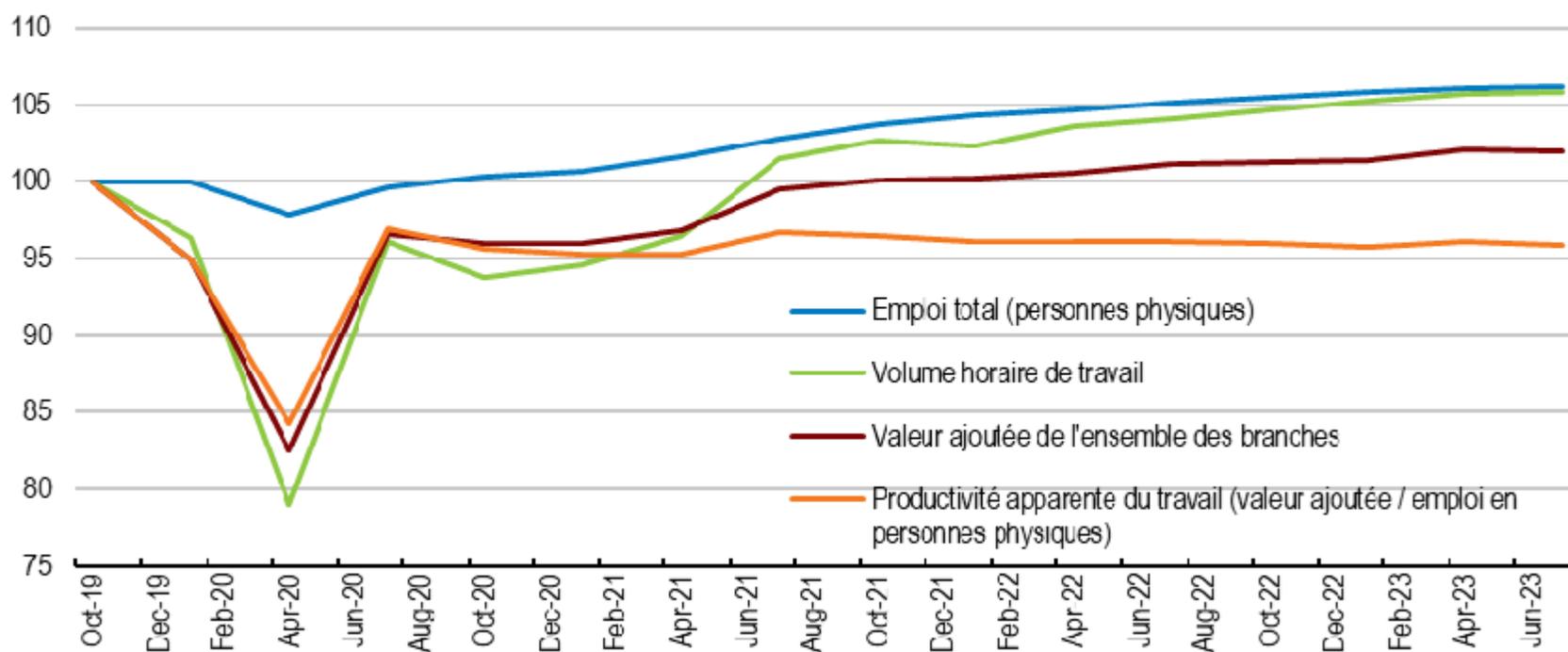


Source : Insee



L'emploi demeure robuste

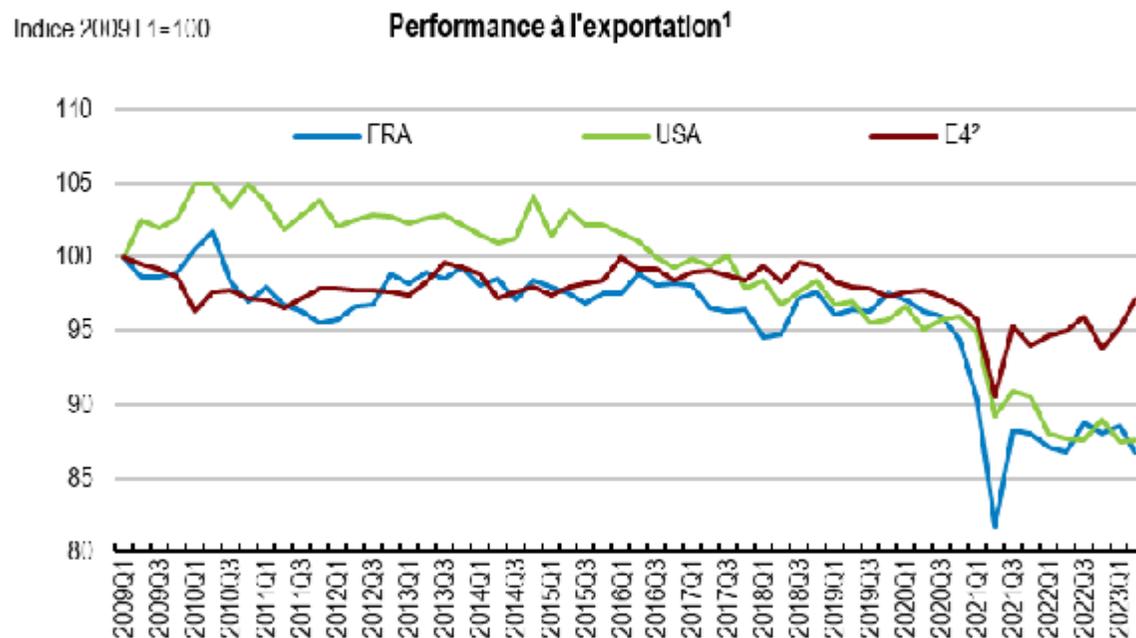
Emploi, valeur ajoutée et productivité, base 2019T4 = 100



Source : Insee



La France a perdu des parts de marché à l'exportation



1. Différence la croissance des exportations et la croissance des marchés d'exportation en volume (basée sur la structure des marchés d'exportation de 2010).

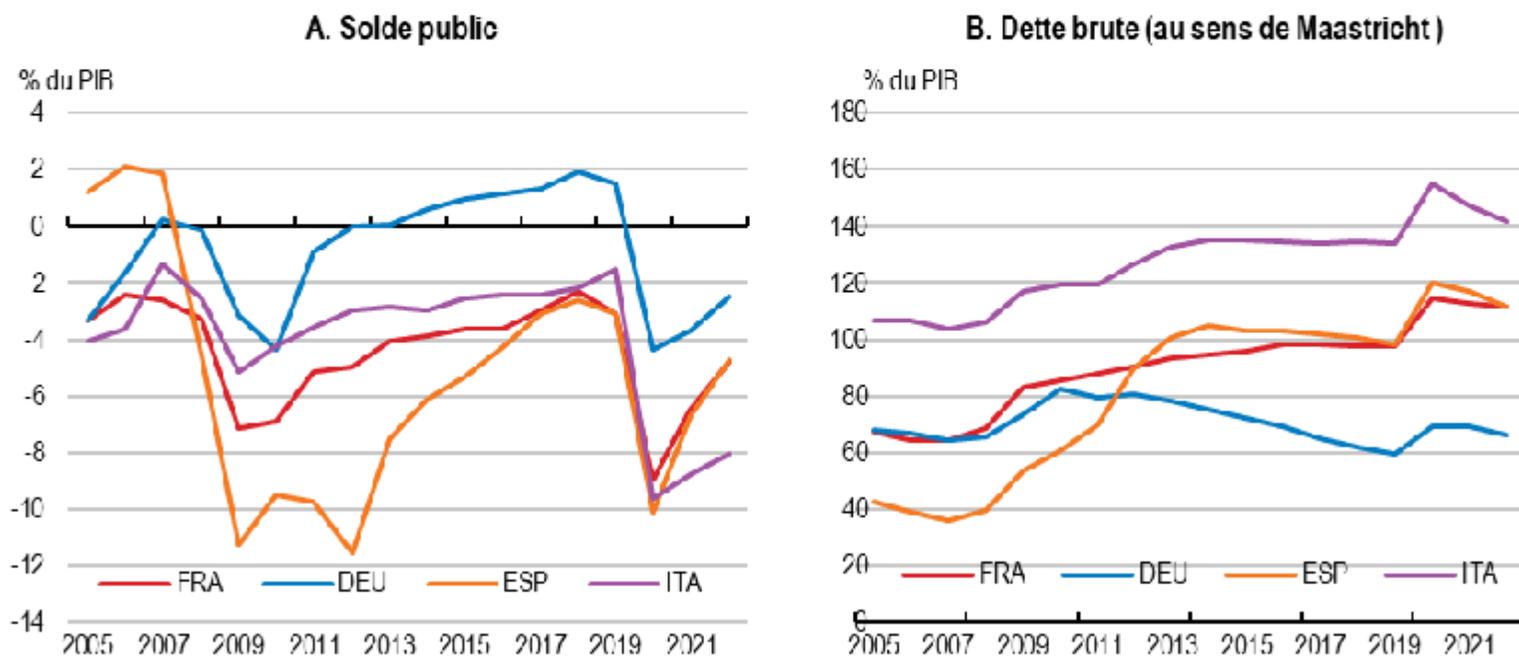
2. E4 correspond à la moyenne simple de l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas.

Source: OCDE (2021), Perspectives Economiques de l'OCDE (base de données)



Le solde budgétaire et la dette publique se sont détériorés avec la pandémie de Covid-19

Solde et dette des administrations publiques, en % du PIB



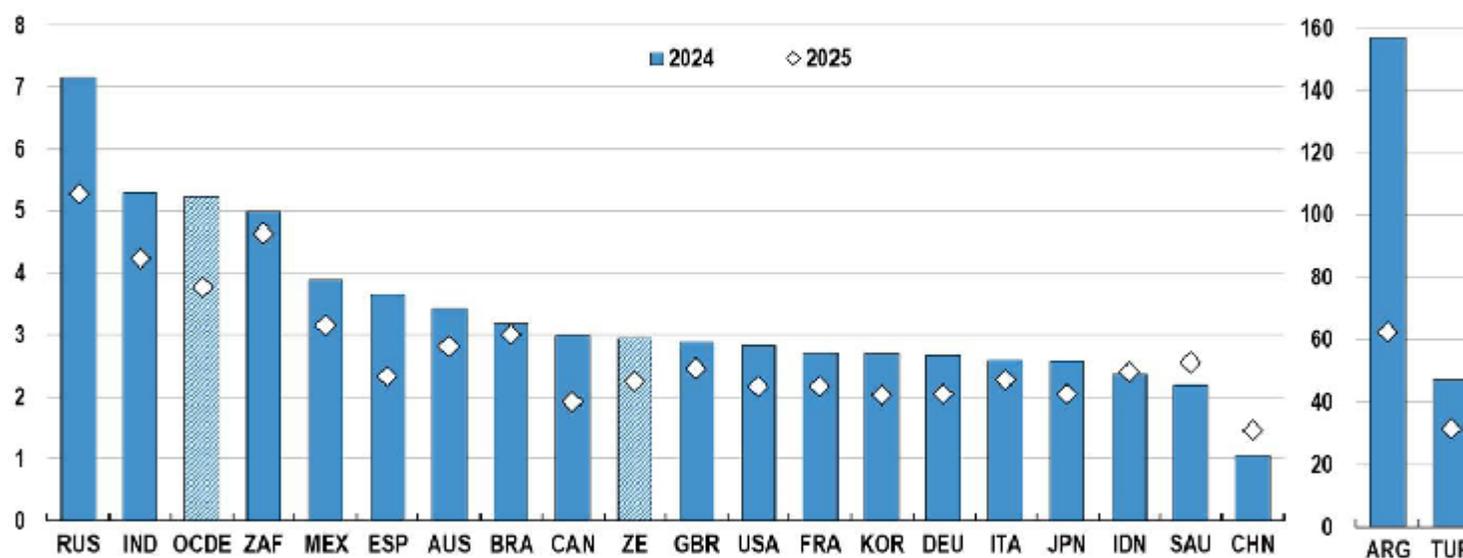
Source : Eurostat



PROJECTIONS - CONCLUSION

Projections d'inflation

%, économies du G20



Note : Pour ce graphique, on a utilisé l'indice PCE (*Personal consumption expenditure*) pour les États-Unis, l'indice des prix à la consommation harmonisé pour la zone euro et les pays qui en sont membres ainsi que pour le Royaume-Uni, et les indices nationaux des prix à la consommation pour tous les autres pays. Pour l'Inde, les prévisions concernent les exercices budgétaires, qui débutent en avril. L'Espagne est un invité permanent du G20.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; et calculs de l'OCDE.



Projections de croissance du PIB

%, économies du G20

▲ Révision à la hausse, de 0,3 point de pourcentage ou plus ▬ Pas de changement ou moins de 0,3pp ▼ Révision à la baisse, de 0,3 point de pourcentage ou plus

	2023	2024	2025		2023	2024	2025
Monde	2.9	2.7	3.0				
OCDE	1.7	1.4	1.8	G20	3.1	2.8	3.0
Australie	1.9	1.4	2.1	Arabie Saoudite	-0.4	3.0	4.7
Canada	1.2	0.8	1.9	Afrique du Sud	0.7	1.0	1.2
Corée	1.4	2.3	2.1	Argentine	-1.8	-1.3	1.9
États-Unis	2.4	1.5	1.7	Brésil	3.0	1.8	2.0
Japon	1.7	1.0	1.2	Chine	5.2	4.7	4.2
Royaume-Uni	0.5	0.7	1.2	Inde	6.3	6.1	6.5
Zone euro	0.6	0.9	1.5	Indonésie	4.9	5.2	5.2
Allemagne	-0.1	0.6	1.2	Mexique	3.4	2.5	2.0
France	0.9	0.8	1.2	Russie	1.3	1.1	1.0
Italie	0.7	0.7	1.2	Türkiye	4.5	2.9	3.2
Espagne	2.1	1.1	2.0				

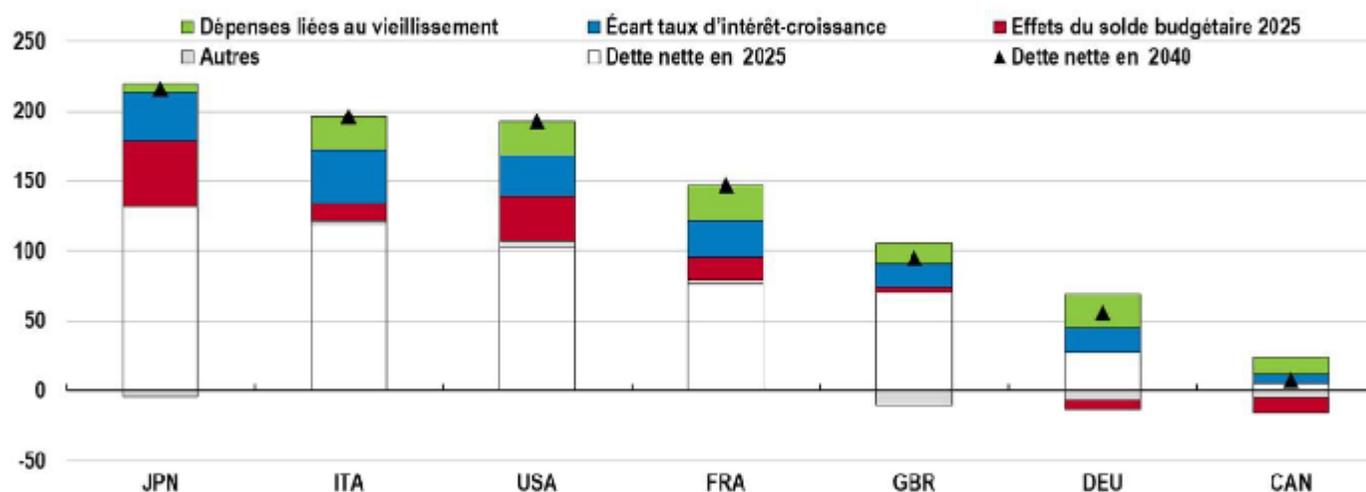
Note : Révisions par rapport aux dernières estimations figurant dans l'édition de juin 2023 des Perspectives économiques de l'OCDE. Pour l'Inde, les prévisions concernent les exercices budgétaires, qui débutent en avril. L'Union européenne (UE) est membre à part entière du Groupe des Vingt (G20), mais l'agrégat G20 comprend uniquement les pays qui en sont également membres à titre individuel. L'Espagne est un invité permanent du G20. Les agrégats Monde et G20 sont calculés à l'aide de pondérations variables fondées sur les PIB nominaux, à parité de pouvoir d'achat.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113 ; et calculs de l'OCDE.



Une action globale s'impose pour réagir face à l'accentuation des tensions budgétaires

Dette nette des administrations publiques en 2040 si la politique reste inchangée
% du PIB



Note : Les projections sont des simulations mécaniques basées sur les projections du scénario de référence à long terme de l'OCDE et sur les politiques fiscales et de dépenses existantes. Les dépenses primaires des administrations publiques sont supposées rester constantes en proportion du PIB à partir de 2025, à l'exception des variations des dépenses liées au vieillissement qui sont calculées sur la base d'un certain nombre d'hypothèses concernant les politiques futures. Voir l'encadré 1.2 du rapport pour une explication des composantes et plus de détails. Ces projections peuvent différer des prévisions nationales ou autres en raison de l'utilisation d'hypothèses différentes.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; et calculs de l'OCDE.



La politique budgétaire doit faire face aux pressions de moyen-terme

✓ Réduire les déficits au fil de temps :

- Supprimer progressivement ou cibler les aides temporaires restantes
- Réduire les subventions non productives

✓ Maîtriser les coûts du vieillissement :

- Réformer les systèmes de retraite et de santé
- Stimuler l'emploi et allonger la durée de la vie active

✓ Rétablir la croissance :

- Investir dans l'éducation, la transformation numérique, les infrastructures et la transition verte
- Améliorer la concurrence et relancer les échanges

Note de conjoncture du 14 décembre 2023,
intitulée La désinflation en bonne voie

Audition du 17 janvier 2024 devant la Commission des finances,
Assemblée nationale



17 janvier 2024

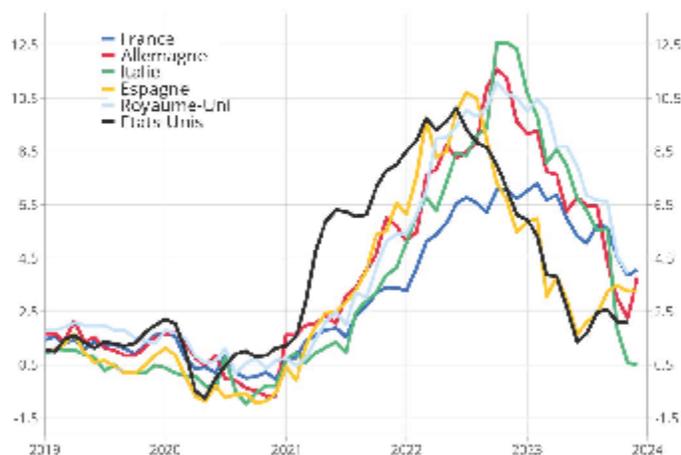
01 Contexte international

- Le **choc de prix de l'énergie** tend à s'estomper. L'**inflation baisse** graduellement dans la zone euro et redonne un peu d'air à la consommation des ménages
- Le niveau des **taux d'intérêt** pèse sur l'investissement et la dépense à crédit
- La croissance du **commerce mondial** serait modérée au cours des prochains trimestres

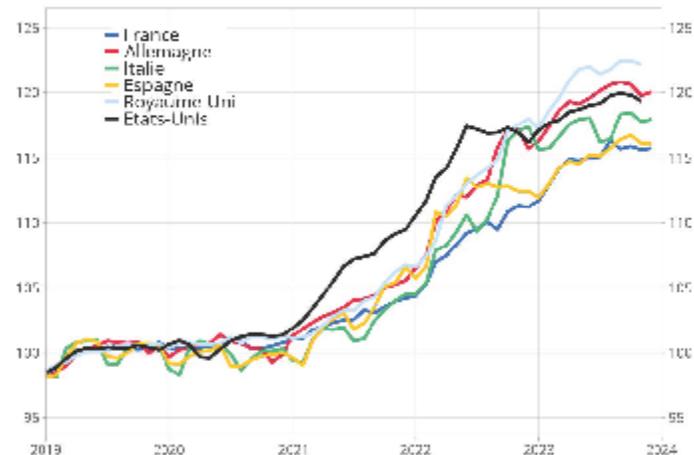


Indices des prix à la consommation harmonisés dans les principales économies européennes et aux États-Unis

glissement annuel en % de l'IPCH



en niveau, base 100 en 2019



Dernier point : décembre 2023 pour la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, novembre 2023 pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Source : Eurostat, Insee, Destatis, INE, Istat, ONS, calculs Insee



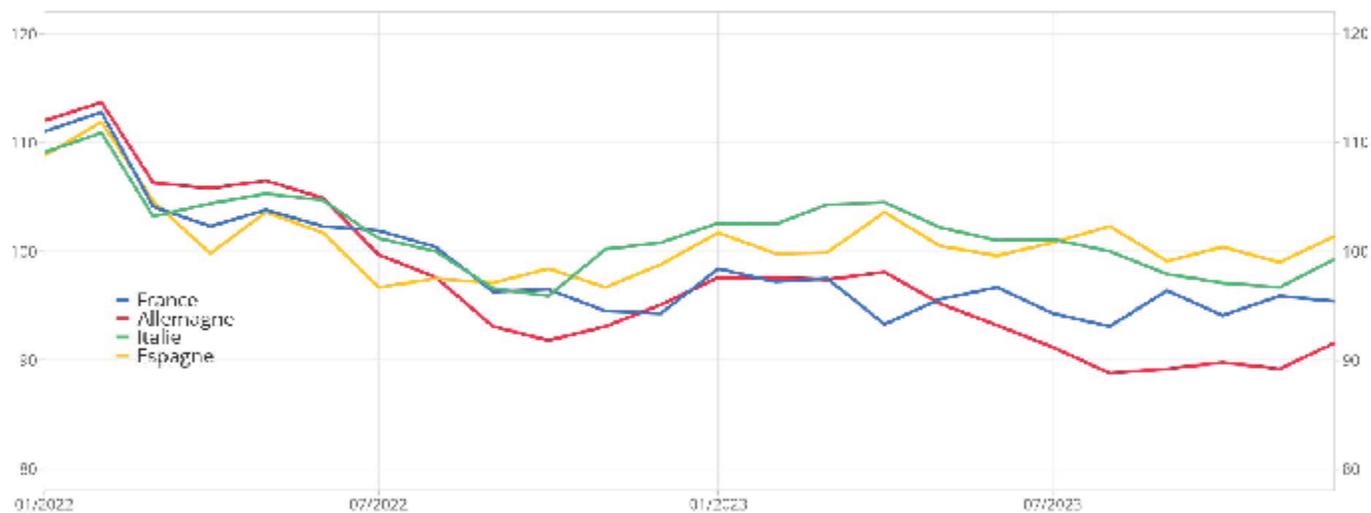


Mesurer pour comprendre

Fin 2023, la croissance européenne au creux de la vague ?

5

Indicateur du climat économique dans les principales économies de la zone euro
(en niveau, 100 = moyenne de long terme)



Dernier point : décembre 2023.
Source : DG ECFIN, calculs Insee.



Les écarts de croissance pourraient se resserrer au sein de la zone euro

Croissance passée et prévue du PIB dans les principales économies

(variations trimestrielles et annuelles – pour les trois dernières colonnes – en %)

	2022				2023				2024		2022	2023	2024 (acquis)
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
France	-0,1	0,4	0,5	0,0	0,1	0,6	-0,1	0,0	0,2	0,2	2,5	0,8	0,5
Allemagne	1,0	0,1	0,4	0,4	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	1,9	0,1	0,3
Italie	0,1	1,4	0,3	-0,2	0,6	-0,4	0,1	0,1	0,2	0,2	3,9	0,7	0,3
Espagne	0,3	2,5	0,5	0,5	0,0	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	5,8	2,4	1,0
Royaume-Uni	0,5	0,1	-0,1	0,1	0,3	0,2	0,0	0,1	0,2	0,2	4,3	0,6	0,5
États-Unis	-0,5	-0,1	0,7	0,6	0,6	0,5	1,3	0,4	0,4	0,4	1,9	2,5	1,8
Chine	0,8	-2,3	3,7	0,8	2,3	0,5	1,3	0,4	1,1	1,1	3,0	5,4	3,0

■ Prévisions.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC, prévisions Insee.

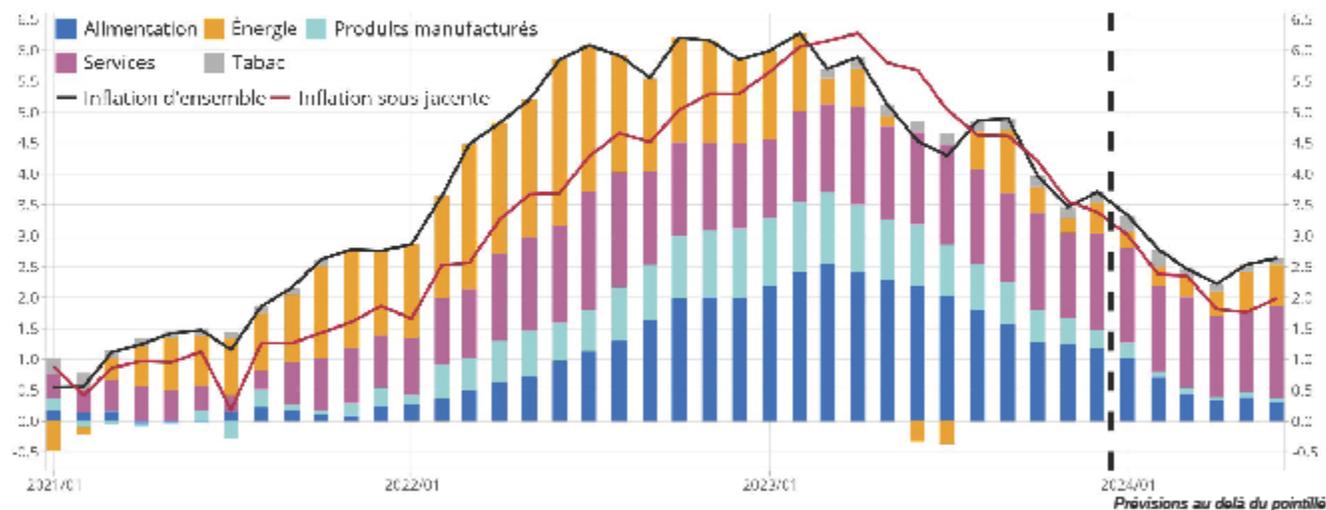


02 Prévision d'inflation

L'inflation s'établirait aux alentours de 2,5% à partir du printemps 2024 (et l'inflation sous-jacente aux alentours de 2%)

Inflation d'ensemble et contributions par poste

(glissement annuel en % de l'indice des prix à la consommation et contributions en points)



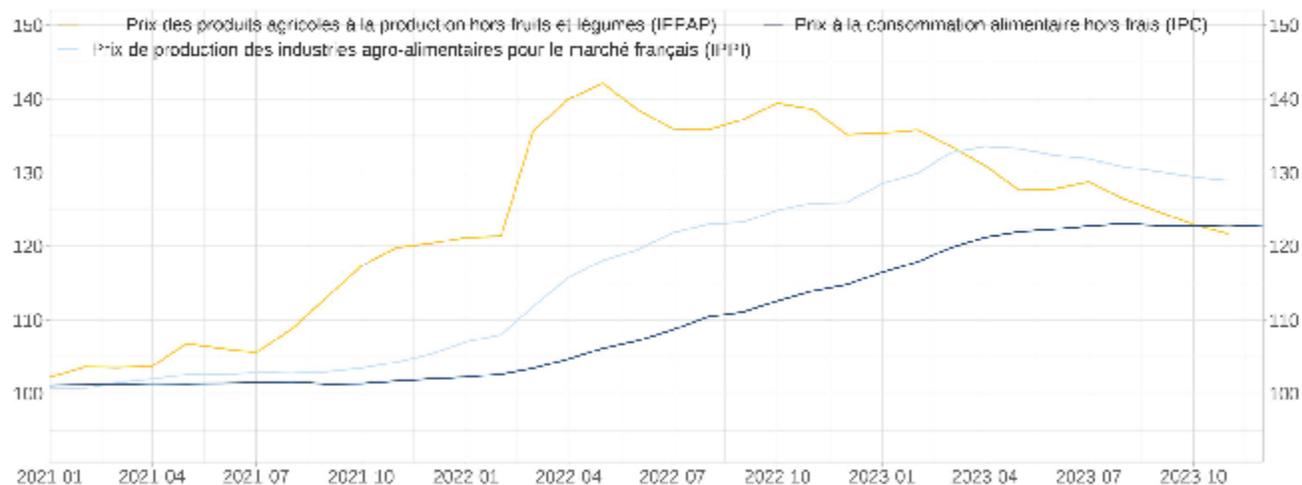
Lecture : en décembre 2023, l'inflation d'ensemble s'élève à +3,7 % sur un an. L'alimentaire y contribue à hauteur de +1,2 point tandis que les services y contribuent pour +1,6 point.

Source : Insee

Hypothèse pour la prévision: taux de change 1€=1,09\$, baril de Brent à 82\$ soit 75€

En amont des prix à la consommation, les prix à la production des produits agroalimentaires refluent

Evolution des prix le long de la chaîne de production des produits alimentaires (en niveau, base 100 en 2019)



Dernier point : novembre 2023 pour l'IPPAP et l'IPPI, décembre 2023 pour l'IPC

Lecture : en novembre 2023, par rapport à leur moyenne de 2019, les prix à la consommation des produits alimentaires hors frais ont augmenté de 22,9 %, les prix de production des industries agro-alimentaires pour le marché français de 28,9 % et les prix des produits agricoles à la production (hors fruits et légumes) de 21,7 %.

Source : IPPAP, IPPI, IPC, Insee

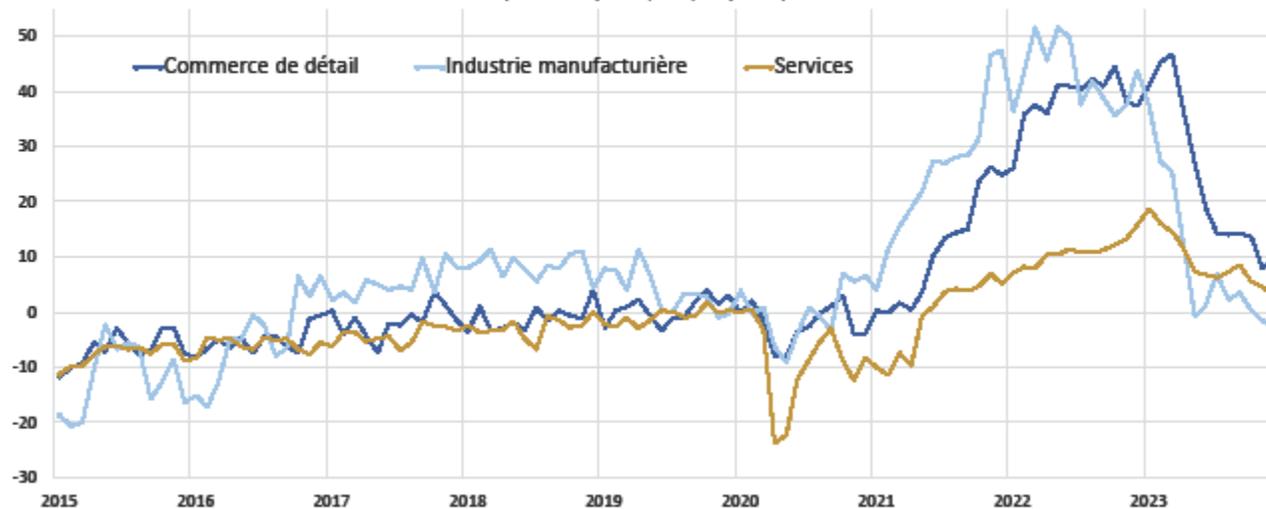




Dans les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, les soldes d'opinion sur les perspectives de prix de vente suggèrent la poursuite de la désinflation

10

Soldes d'opinion sur l'évolution des prix de vente au cours des trois prochains mois
(soldes d'opinion, CVS, en points)



Dernier point : décembre 2023.

Lecture : en décembre 2023, le solde d'opinion sur l'évolution des prix de vente était de -2,8 dans l'industrie manufacturière, de +2,9 dans les services et de +9,6 dans le commerce de détail.

Source : enquêtes mensuelles de conjoncture auprès des entreprises, Insee.



Inflation d'ensemble et par poste de consommation
 (glissement annuel en % de l'indice des prix à la consommation)

Regroupements IPC* (pondérations 2023)	déc-22	déc-23	juin-24
Alimentation (16,2%)	12,1	7,2	1,9
Tabac (1,9%)	0,3	9,8	6,0
Produits manufacturés (23,2%)	4,6	1,4	0,3
Énergie (8,6%)	15,1	5,7	7,9
Services (50,1%)	2,9	3,1	3,0
Ensemble (100%)	5,9	3,7	2,6
Ensemble sous-jacent (60,6%)	5,3	3,4	2,0
Prévisions			

* Indice des prix à la consommation (IPC)

Hypothèse pour la prévision: taux de change 1€=1,09\$, baril de Brent à 82\$ soit 75€

03

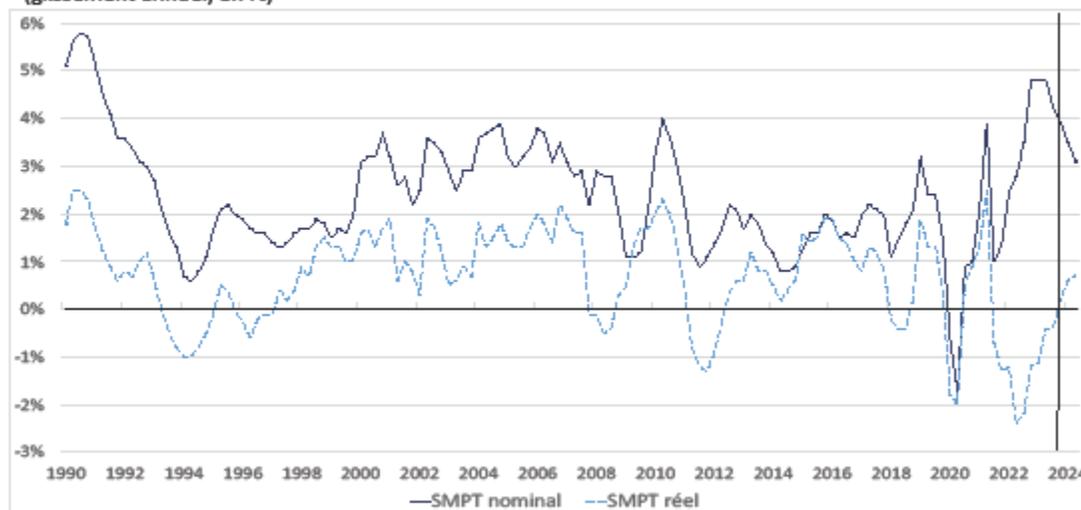
Situation des ménages et des entreprises

Le salaire moyen deviendrait plus dynamique que les prix à partir du 4^{ème} trimestre 2023

13

Evolution nominale et réelle* du salaire moyen par tête (SMPT)

(glissement annuel, en %)



- Versements importants de PPV prévus au T4 2023

- Revalorisation du Smic de +1,13 % au 1^{er} janvier 2024

* au sens de l'IPC – indice des prix à la consommation

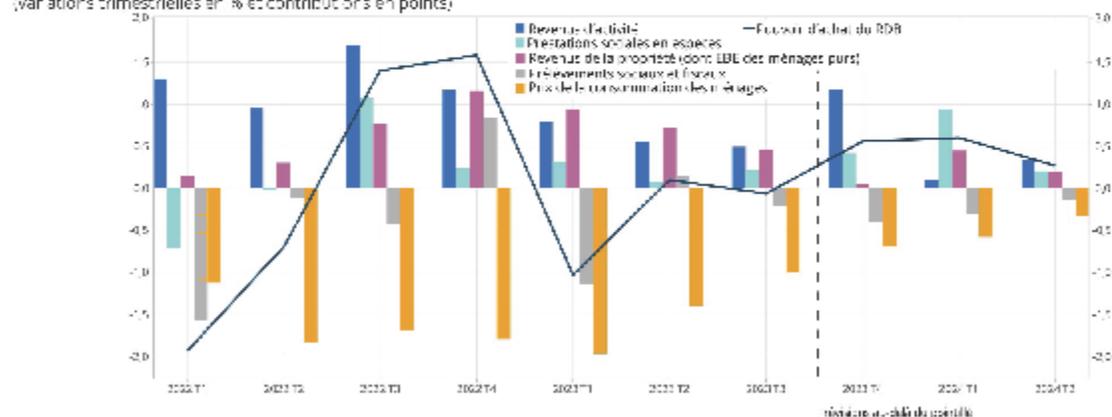
Note : le SMPT est ici corrigé du chômage partiel : ces indemnités ne sont pas considérées comme du salaire et ont de ce fait conduit à de très fortes variations du SMPT non corrigé pendant la crise sanitaire.

Lecture : au deuxième trimestre 2024, la croissance sur un an du SMPT nominal serait de 3,1 %.

Champ : branches marchandes non agricoles

Source : Insee.

Variations trimestrielles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et principales contributions aux variations du RDB (variations trimestrielles en % et contributions en points)



Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages augmentera de +0,6 % au quatrième trimestre 2023. Les revenus d'activité contribueront pour +1,2 point à la hausse du RDB des ménages.
Source : Insee.

Prévisions en
moyenne
annuelle:

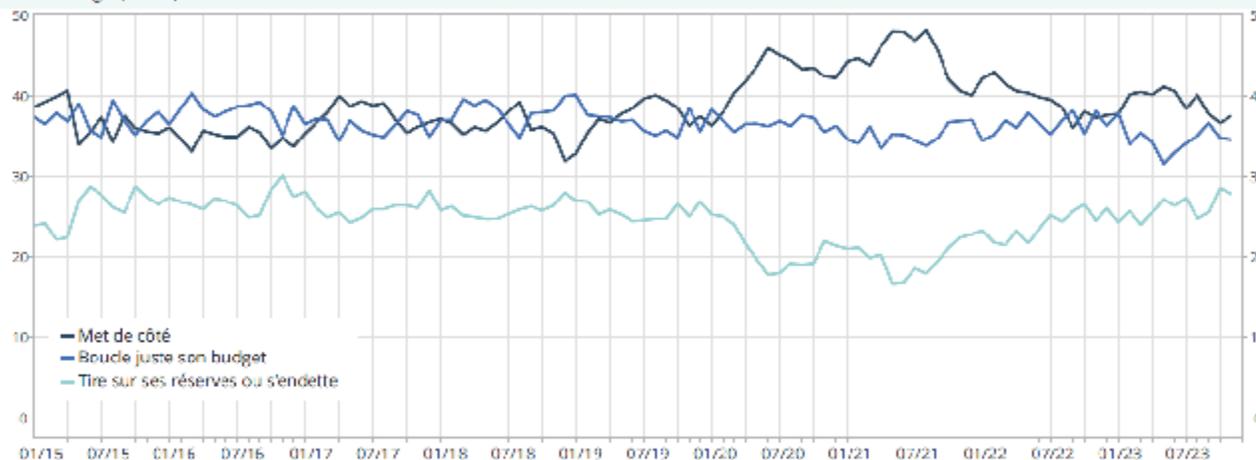
+0,8% en 2023

+1,2% acquis mi-
2024



Le solde d'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne a beaucoup fluctué pendant la crise sanitaire

Part des ménages déclarant mettre de côté, boucler juste son budget ou s'endetter/tirer sur ses réserves (part des ménages, en %)



Note : la courbe « Met de côté » regroupe les modalités « vous arrivez à mettre beaucoup d'argent de côté » et « vous arrivez à mettre un peu d'argent de côté ». De la même façon, la courbe « Tire sur ses réserves ou s'endette » regroupe les modalités « vous tirez un peu sur vos réserves » et « vous êtes en train de vous endetter ». Sur la période considérée ici, les deux modalités extrêmes (« vous arrivez à mettre beaucoup d'argent de côté » et « vous êtes en train de vous endetter ») sont relativement stables en moyenne sur l'ensemble des ménages, si bien que les mouvements du solde d'opinion sont principalement portés par les trois autres modalités.

Lecture : en novembre 2023, 38 % des ménages déclarent mettre de l'argent de côté.

Champ : ménages vivant en logement ordinaire en France métropolitaine.

Source : Insee, Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Cammo).



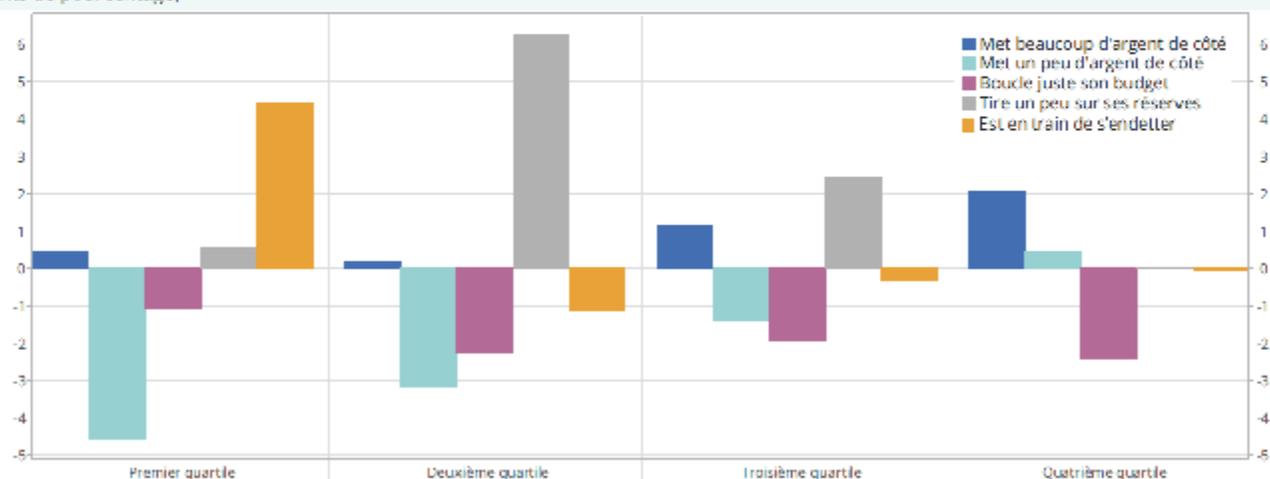
Mesurer pour comprendre

Par rapport à l'avant-crise sanitaire, l'opinion des ménages les plus modestes sur leur capacité d'épargne est plus dégradée que celle des plus aisés

18

Évolutions (en points de pourcentage) entre l'avant-crise sanitaire (2015-2019) et le quatrième trimestre 2023 des proportions de ménages déclarant mettre de côté, boucler juste leur budget ou s'endetter/tirer sur leurs réserves

(en points de pourcentage)



Lecture : le graphique représente les écarts de proportions mesurés entre la moyenne octobre-novembre 2023 et la moyenne 2015-2019. Ainsi, en moyenne sur octobre et novembre 2023, la part des ménages du premier quart de l'échelle des niveaux de vie qui déclarent être en train de s'endetter dépasse de 4 points sa valeur moyenne entre 2015 et 2019.

Champ : ménages vivant en logement ordinaire en France métropolitaine.

Source : Insee, Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Camme).



Des indicateurs de précarité financière des ménages en hausse par rapport à 2020, mais pas plus élevés qu'avant la crise sanitaire

17

Part des ménages connaissant un découvert trois mois consécutifs



Allocataires du RSA, familles monoparentales, groupes de ménages selon les revenus : voir Définitions.

Lecture : 24,7 % des ménages de La Banque Postale ont été à découvert sur un de leurs comptes au moins un jour par mois au cours des trois derniers mois, en janvier 2023.

Champ : France métropolitaine, échantillon de clients bancarisés principaux à la Banque Postale entre janvier 2019 et août 2023, après filtrage des comptes inactifs.

Source : La Banque Postale ; calculs des auteurs.

- indicateurs issus d'un échantillon anonymisée de la banque postale

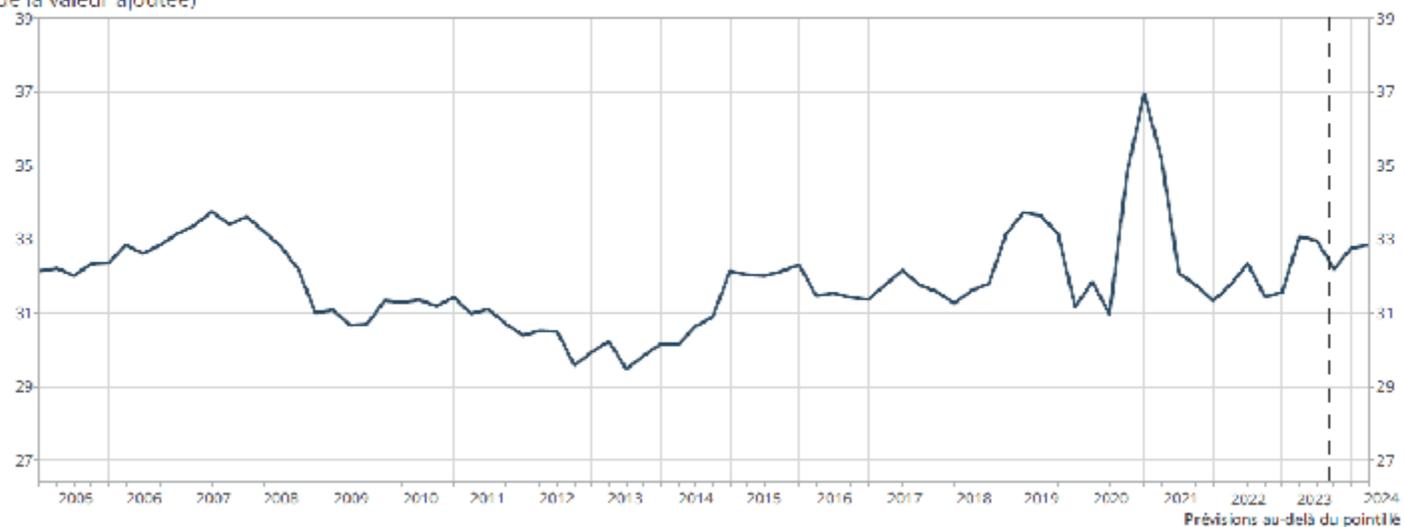
- Mi 2023 : environ 1/4 des ménages sont à découvert pendant trois mois consécutifs

- un découvert régulier qui touche entre 40% et 50% des familles monoparentales, et bénéficiaires du RSA

Insee Mesurer pour comprendre **Le taux de marge des entreprises s'établirait au 1er semestre 2024 à 32,8%, un niveau proche mais un peu supérieur à sa moyenne des vingt dernières années**

18

Taux de marge des sociétés non financières (SNF)
(en % de la valeur ajoutée)



Source : Insee.



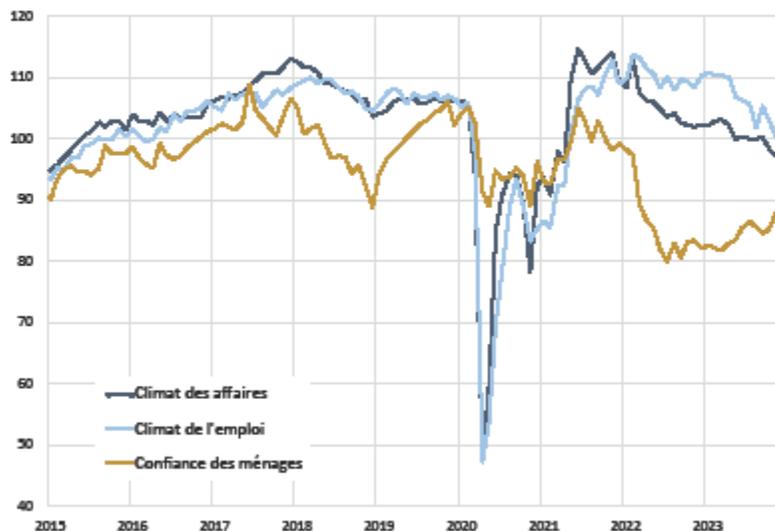
04

Prévision de croissance

Insee Mesurer pour Comprendre **Enquêtes de conjoncture: le climat des affaires s'effrite, la confiance des ménages peine à se redresser, les difficultés de demande sont plus fréquentes**

20

Climat des affaires, climat de l'emploi et confiance des ménages en France
(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)

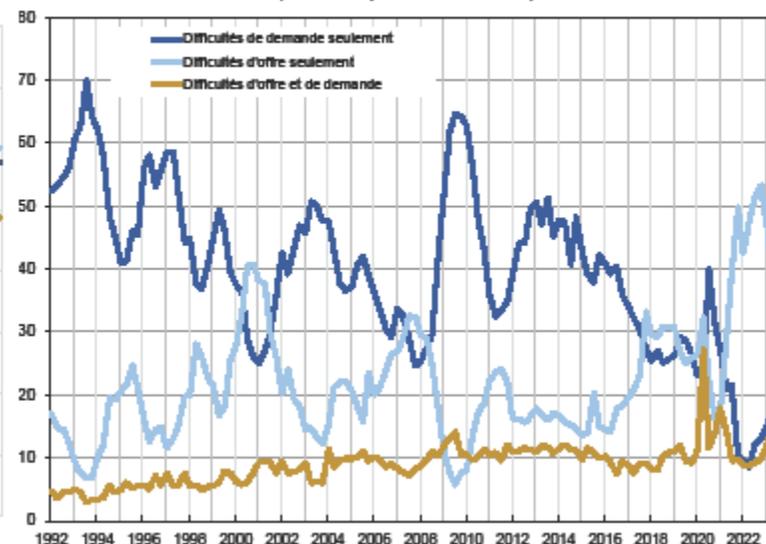


Dernier point : décembre 2023

Lecture : en décembre 2023, le climat des affaires en France s'élève à 98, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

Source : enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, Insee.

Difficultés d'offre et de demande dans l'industrie française
(% d'entreprises concernées)



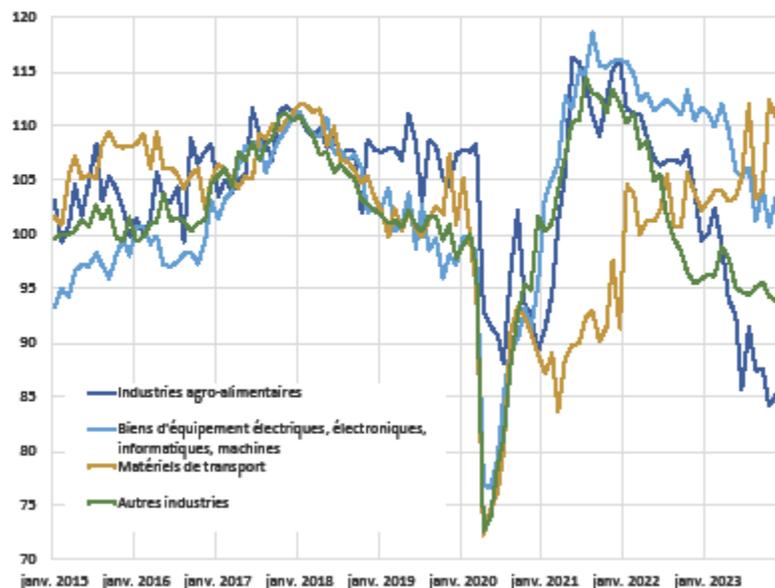
Dernier point : octobre 2023.

Lecture : en octobre 2023, 11 % des entreprises de l'industrie manufacturière déclaraient rencontrer à la fois des difficultés d'offre et des difficultés de demande.

Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie.

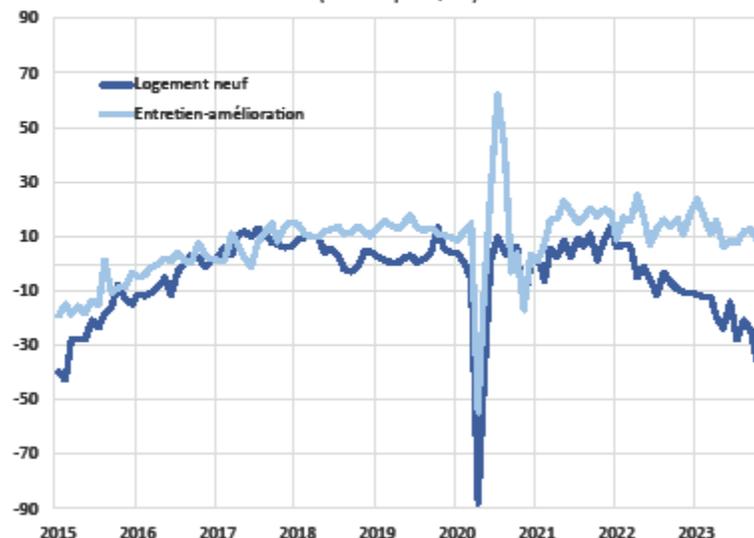
Les situations conjoncturelles sont relativement contrastées entre les sous-secteurs d'activité

Climat des affaires dans les principaux sous-secteurs de l'industrie manufacturière
(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



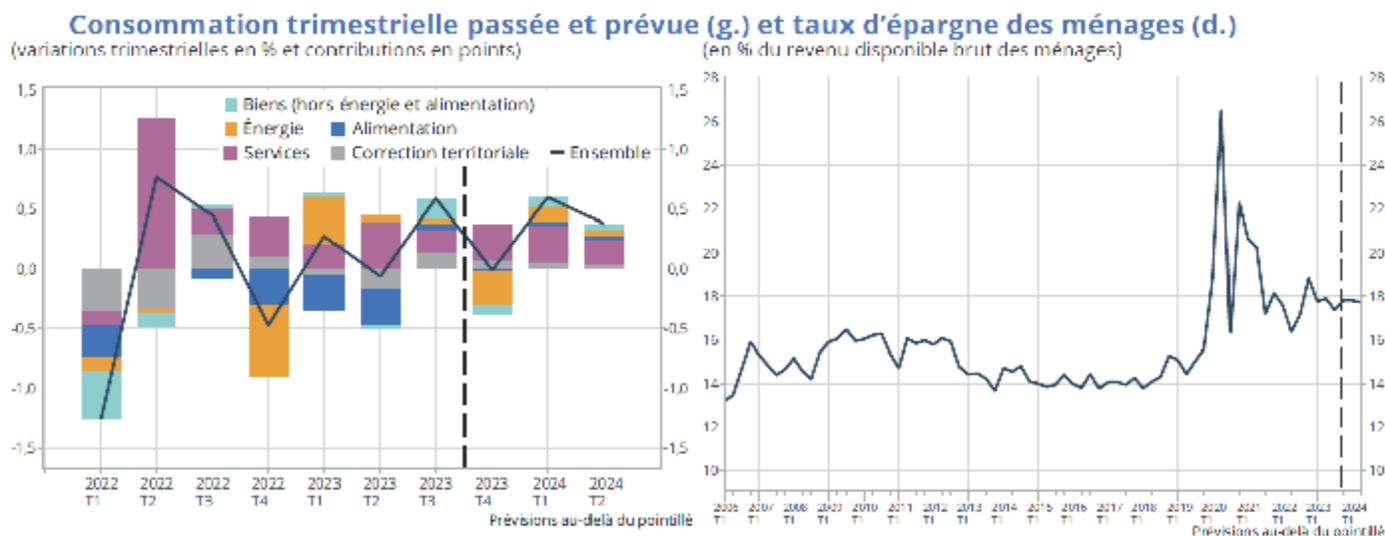
Dernier point : décembre 2023.
Lecture : en décembre 2023, le climat des affaires dans les industries agro-alimentaires s'élève à 86 points, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).
Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie, Insee.

Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs et dans l'entretien-amélioration
(soldes d'opinion, CVS)



Dernier point : décembre 2023.
Lecture : en décembre 2023, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -30 points.
Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, Insee.

La consommation des ménages serait atone au T4 2023 puis rebondirait au 1er semestre 2024



Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie...) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au quatrième trimestre 2023, la consommation des ménages serait stable par rapport au trimestre précédent. Le taux d'épargne des ménages s'élèverait à 17,7 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.



Par poste de la demande :

- **Consommation des ménages** : stable au T4 2023, rebond attendu au 1^{er} semestre 2024
- **Investissement des ménages** : poursuite du recul (effet des taux d'intérêt)
- **Investissement des entreprises** : fléchissement au T4, quasi-stabilité au 1^{er} semestre 2024
- **Exportations**: dynamiques au T4 2023 et au T2 2024, suivant le rythme des livraisons aéronautiques et navales

Par branche d'activité :

- **Industrie** : quasi-stabilité au T4 2023, puis rebond au 1^{er} semestre 2024, dans le sillage de la production d'énergie
- **Construction** : recul, mais à un rythme de plus en plus modéré
- **Services marchands**: quasi-stabilité fin 2023, légère accélération au 1^{er} semestre 2024



La croissance du PIB s'élèverait à +0,8% en 2023, l'acquis à mi-année serait de +0,5 % en 2024

24

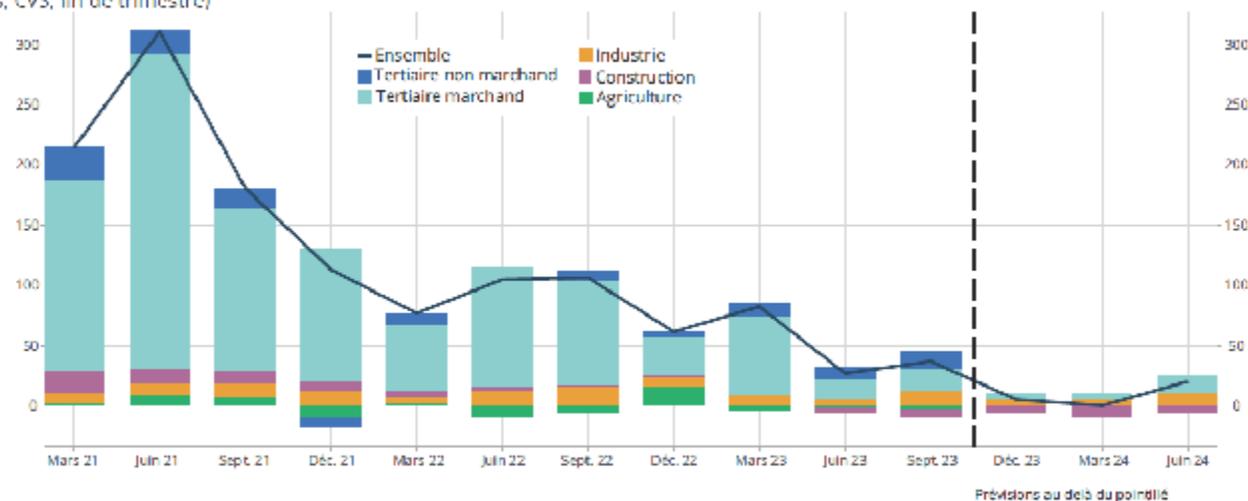
	Moyenne annuelle 2022	Moyenne annuelle 2023	Acquis mi- 2024
PIB (évolution, en %)	2,5	0,8	0,5
Contribution au PIB de :			
Consommation des ménages	1,1	0,3	0,6
Consommation des administrations publiques	0,8	0,2	0,2
FBCF	0,6	0,3	-0,1
<i>dont Entreprises</i>	0,6	0,5	0,0
<i>dont ménages</i>	-0,1	-0,3	-0,2
Commerce extérieur	-0,6	0,4	0,2
Variations de stocks	0,7	-0,4	-0,5

05

Marché du travail

Emploi salarié, évolution trimestrielle par secteur d'activité

(en milliers, CVS, fin de trimestre)



Note : dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire marchand.

Lecture : au premier trimestre 2021, l'emploi salarié augmente de 211 000.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee.

Evolutions trimestrielles prévues: 0,0% au T4, 0,0% au T1, +0,1% au T2



Taux de chômage au sens du BIT
(moyenne trimestrielle en % de la population active, données CVS)



Champ : France (hors Mayotte), personnes de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.



dont notamment :

- Les fluctuations des **cours du pétrole** et plus globalement les **évolutions géopolitiques**
- L'impact du **resserrement monétaire** sur les économies européennes
- L'arbitrage **consommation/épargne** des ménages





PAUVRETÉ, INÉGALITÉS ET REDISTRIBUTION EN FRANCE

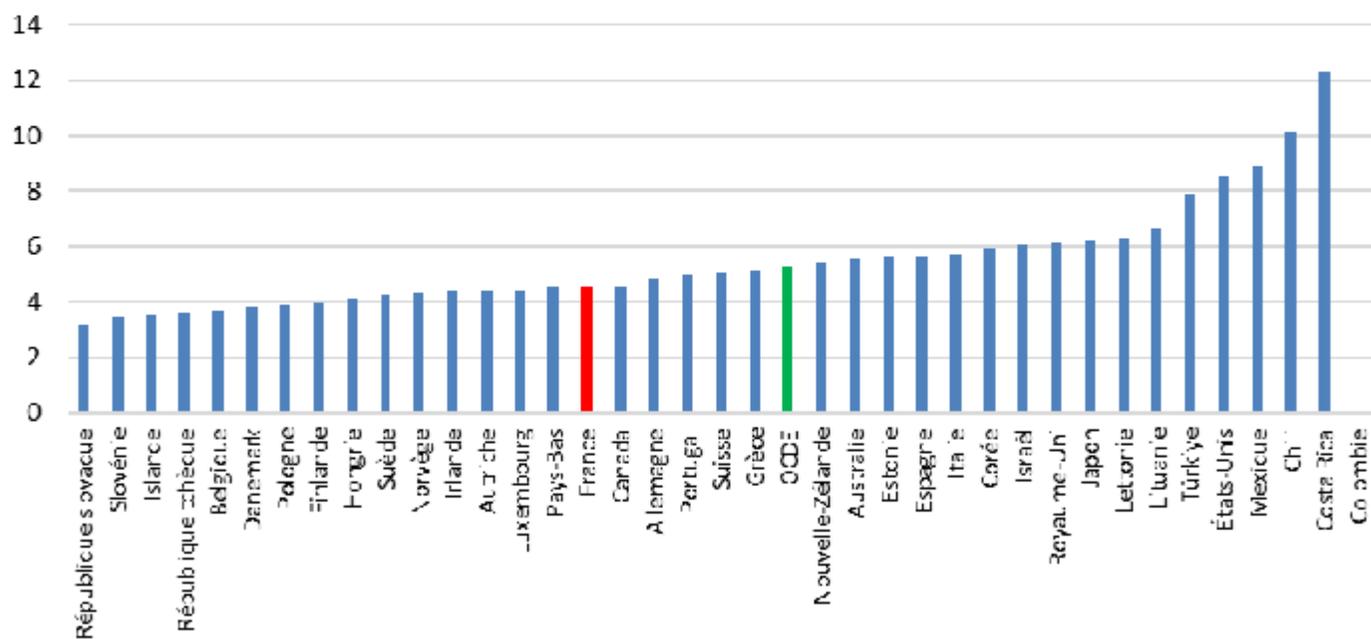
Bertrand Pluyaud

Audition par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale
Mercredi 17 janvier 2024



La distribution des revenus est relativement moins inégalitaire en France que dans la moyenne des pays de l'OCDE

Inégalités de revenu dans les pays de l'OCDE, 2021 ou plus récent
Ratio du revenu disponible au 80ème décile sur le revenu au 20ème décile

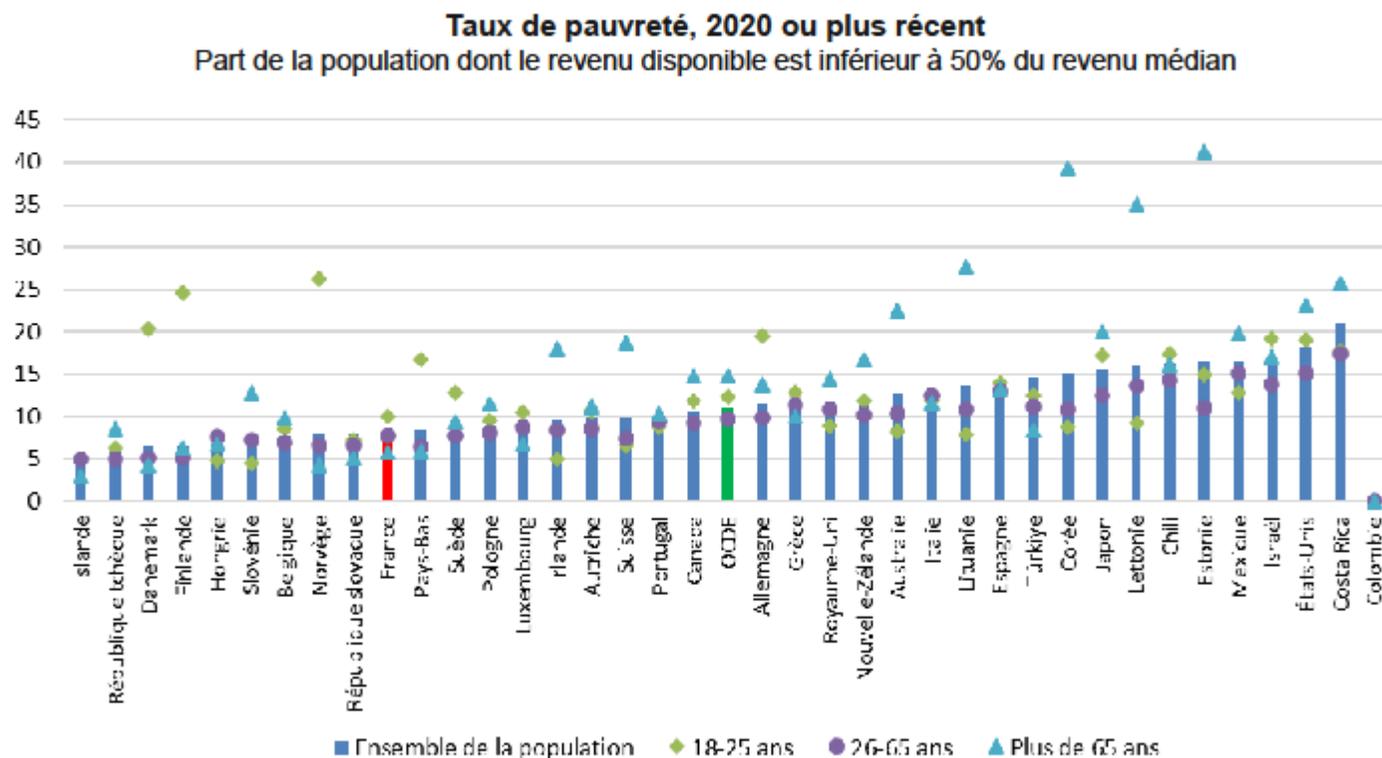


Source: base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus





Le taux de pauvreté est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE



Source: base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus





En France, les 20% les plus riches détiennent une part relative du revenu inférieure à la moyenne de l'OCDE, et les 20% les plus pauvres une part relative plus grande que la moyenne de l'OCDE.

Part du revenu disponible (après taxes et transferts) dans le revenu total en 2021

	10% les + pauvres	20% les + pauvres	40% les + pauvres	40% les + riches	20% les + riches	10% les + riches
France	3.3	8.5	22.1	60.5	38.6	24.5
Allemagne	2.9	7.9	21.4	60.9	38.3	24.0
Italie	2.5	7.0	19.7	63.0	40.1	25.1
Espagne	2.4	6.9	19.8	62.5	38.9	23.5
OCDE	2.9	7.7	20.7	62.1	39.3	24.6

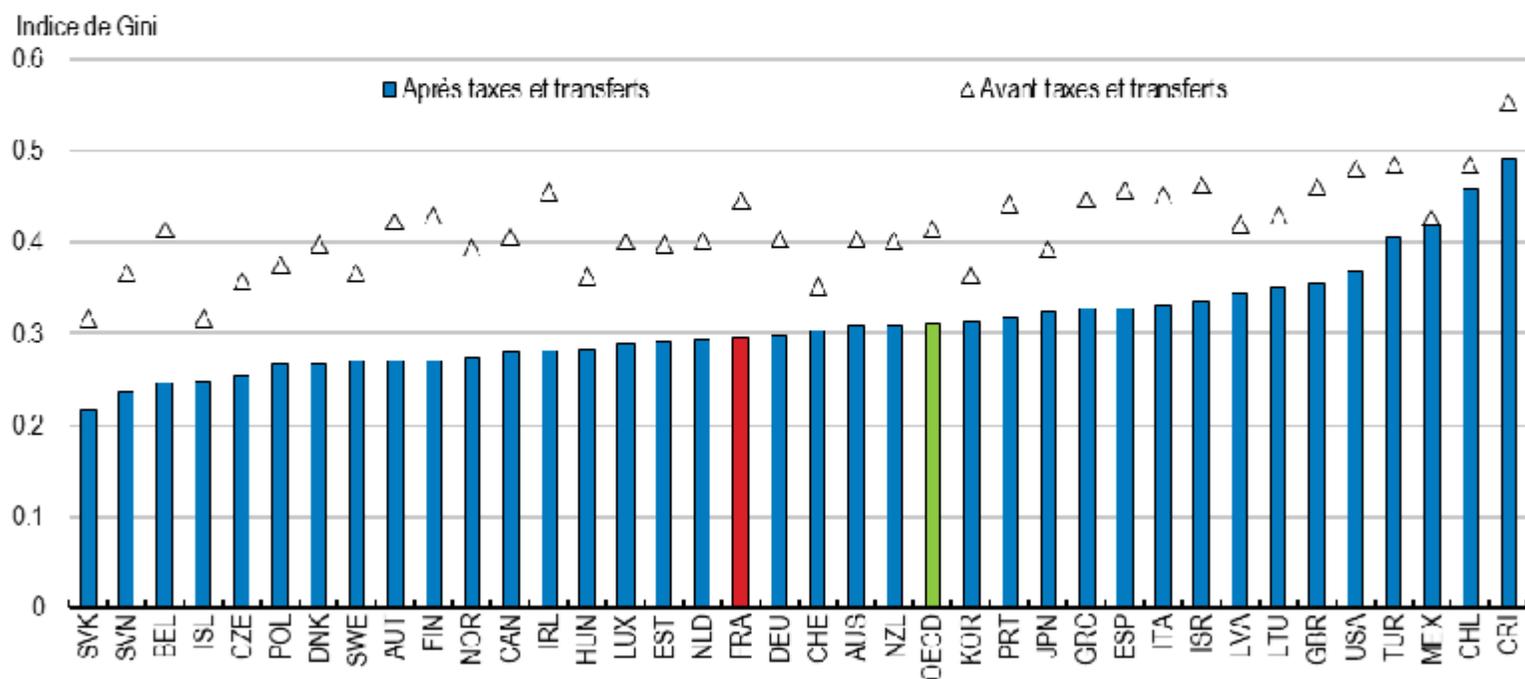
Source: base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus





Après transferts, les inégalités de revenu sont moins fortes que pour la moyenne de pays de l'OCDE

Différences dans les inégalités de revenu avant et après taxes et transferts, 2020



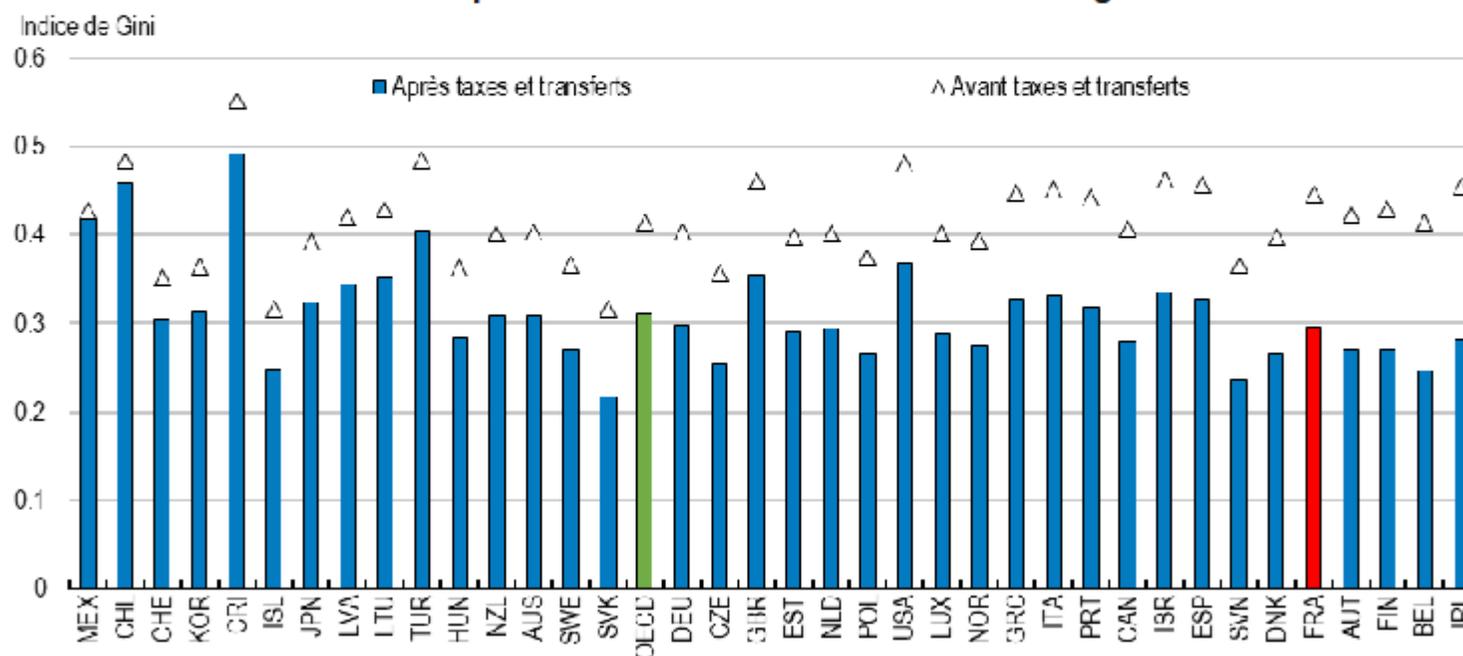
Source : base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus





Après transferts, les inégalités de revenu sont moins fortes que pour la moyenne de pays de l'OCDE

Différences dans les inégalités de revenu avant et après taxes et transferts, 2020, classement par ordre croissant de correction des inégalités



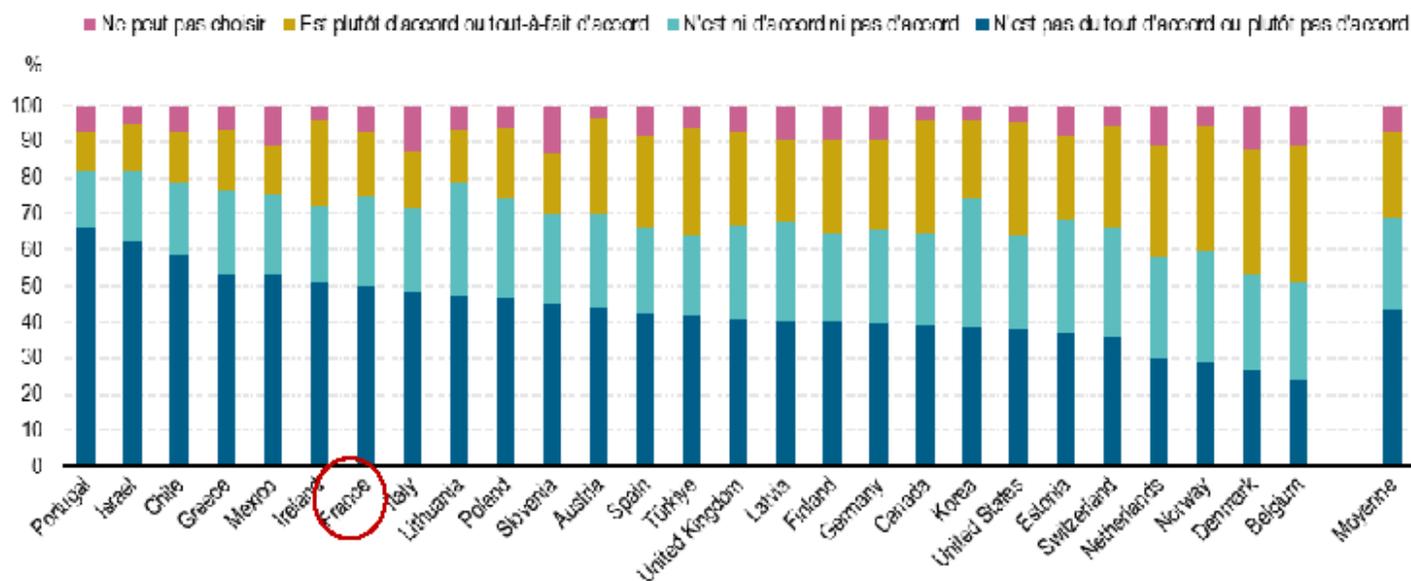
Source : base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus





Les français perçoivent moins la redistribution comme équitable que la moyenne des habitants des pays de l'OCDE

Proportion de personnes interrogées qui sont d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation « J'estime que je reçois une part équitable des prestations publiques, compte tenu des impôts et des cotisations sociales que je paie et/ou ai payés dans le passé », par pays, 2022



Source: OECD Risks that Matter Survey 2022, <http://oe.cd/rtm>



Pauvreté, inégalités et redistribution

Audition devant la Commission des finances
Assemblée nationale
17 janvier 2024
Jean-Luc TAVERNIER



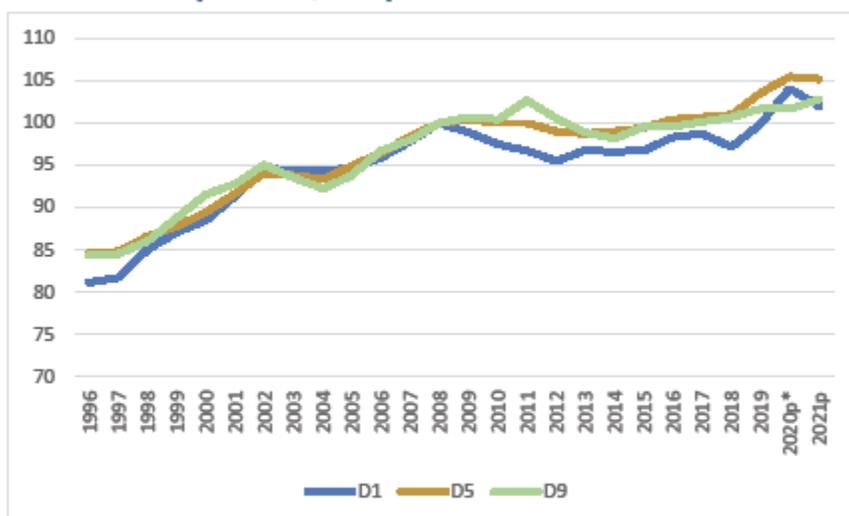
17 janvier 2024



Mesurer pour comprendre

01 EVOLUTION DES INÉGALITÉS ET DE LA PAUVRETÉ EN 2021

Évolutions des premier, cinquième et neuvième déciles de niveau de vie entre 1996 et 2021



Base 100 en 2008

* Point 2020 fragile en raison des difficultés de production
(p) Données 2020 et 2021 provisoires

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétropolées de 1996 à 2004 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2021.

En 2021, le niveau de vie :

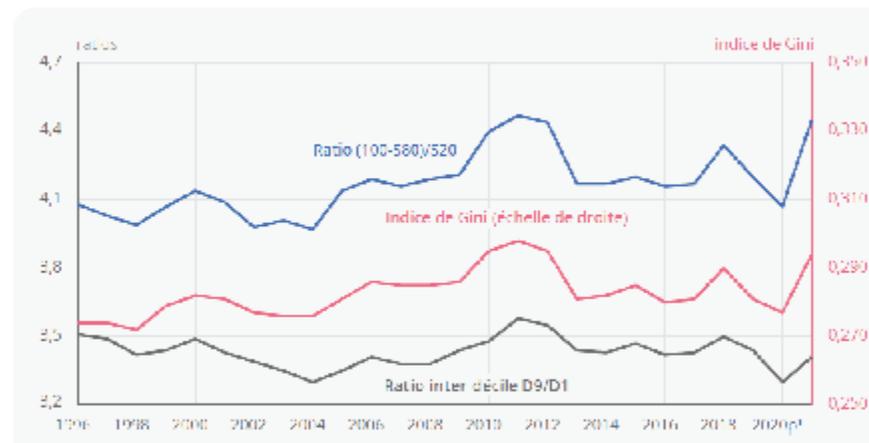
- **des plus modestes baisse** : arrêt des aides exceptionnelles de solidarité covid et dans une moindre mesure réforme des APL (contemporanéisation) et indexation décalée des prestations sociales
- **des plus aisés augmente** : reprise de l'activité et dynamisme des revenus du patrimoine



En 2021 :

- 9,1 millions de personnes résidant en logement ordinaire vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire
⇒ **Le taux de pauvreté monétaire dépasse son niveau de 2019 et atteint 14,5 % en France métropolitaine.**
- Les inégalités de niveau de vie augmentent nettement (graphique de droite), sans toutefois exploser.

► Indicateurs d'inégalités de 1996 à 2021



p : données provisoires pour 2020 et 2021.

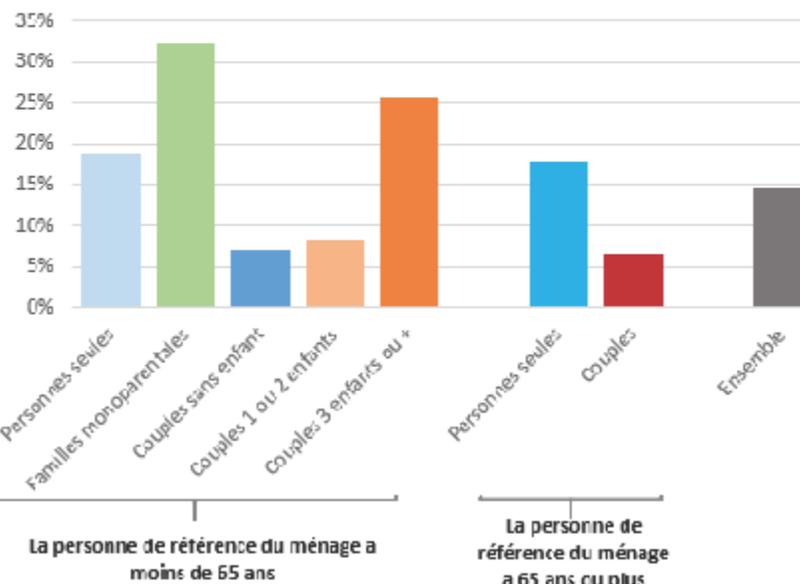
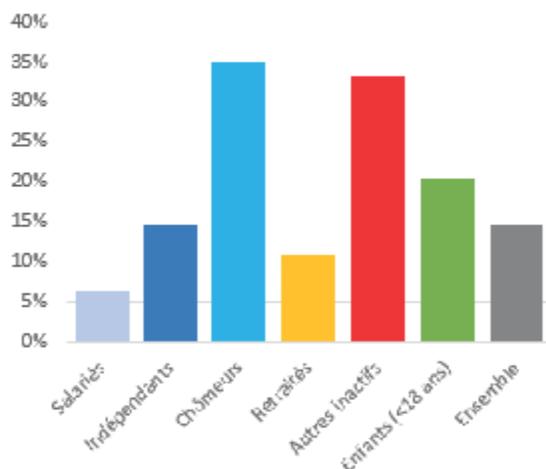
1. Le point 2020 présente des fragilités liées aux difficultés de production.

Champ : France métropolitaine, personne vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives de 1996 à 2004 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux de 2005 à 2021.

Les familles monoparentales et les chômeurs sont les populations les plus exposées au risque de pauvreté monétaire

Taux de pauvreté (au seuil de 60 %) par statut d'activité et type de ménages en 2021



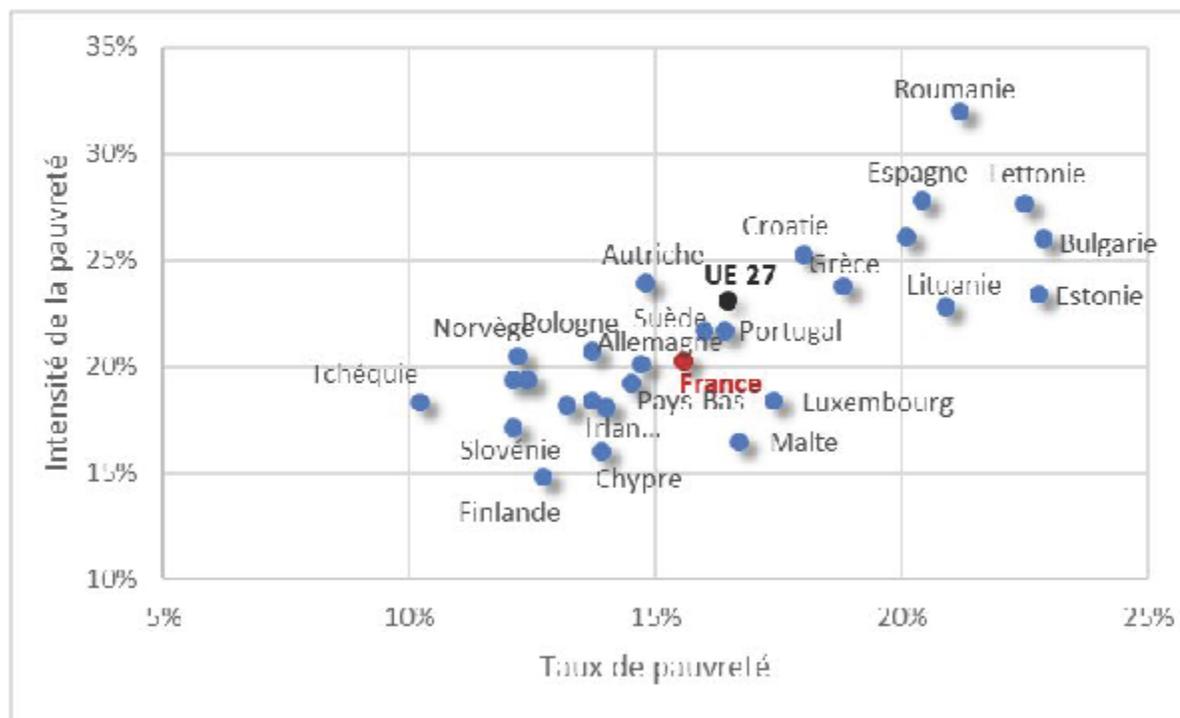
p : données provisoires pour 2021.

Champ : France métropolitaine, personne vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2021.



En comparaison européenne, la pauvreté monétaire ainsi que son intensité demeurent plus faibles en France (hors Mayotte) en 2021

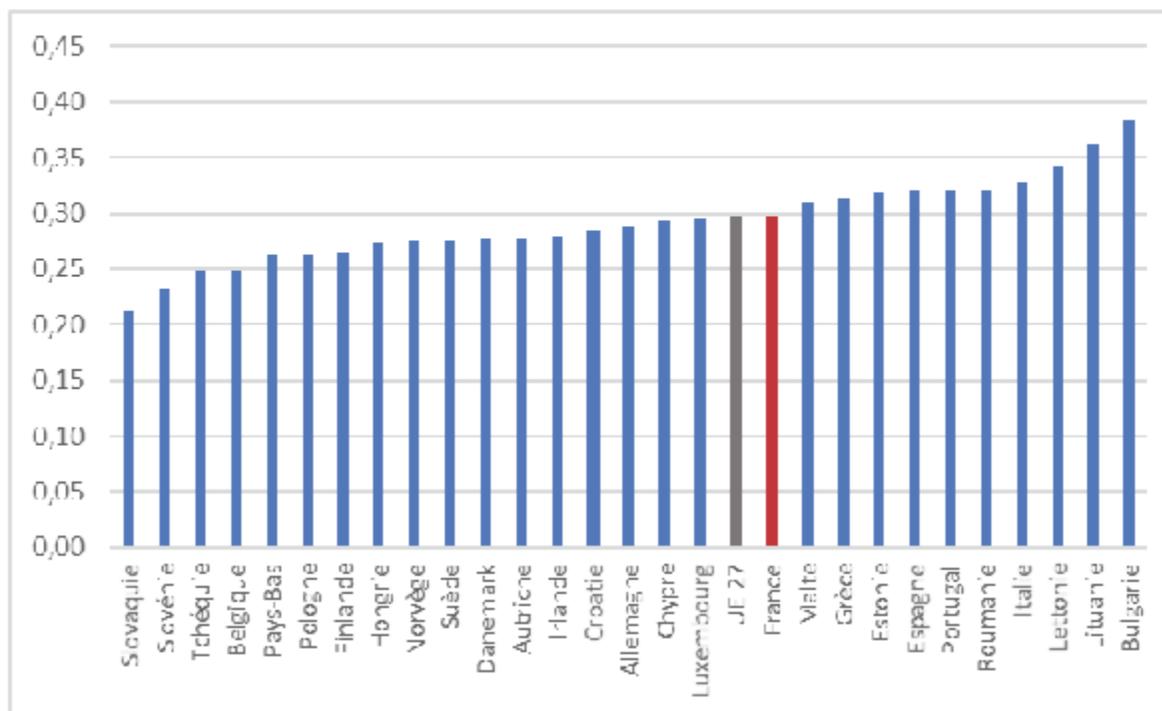


Champ : ménages ordinaires, France (hors Mayotte)

Source : Eurostat, EU-SILC 2022, France hors Mayotte

Et les inégalités sont proches de la moyenne des pays de l'Union européenne... (Indice de Gini en 2021)

7



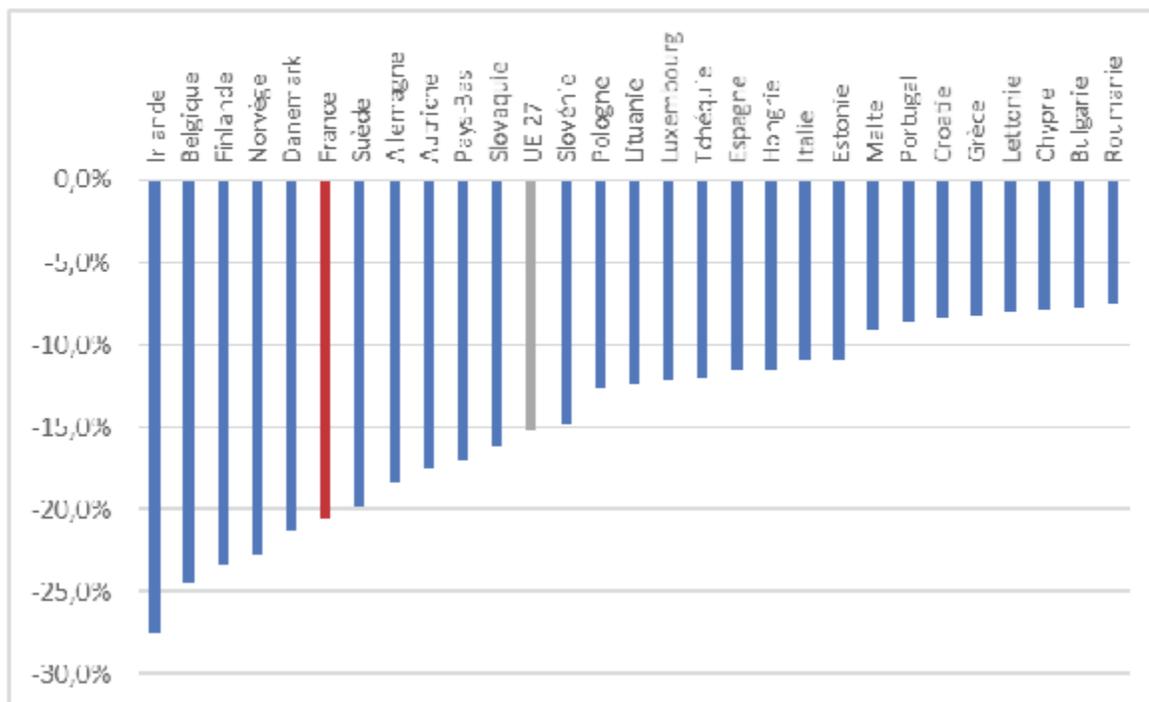
Revenus disponibles
par unité de
consommation après
transferts

Champ : ménages
ordinaires, France
(hors Mayotte)

Source : Eurostat,
EU-SILC 2022

...notamment grâce à un taux élevé de redistribution par prélèvements et transferts

8



Lecture : en France, en 2021, impôts et transferts (pensions exclues) réduisent de plus de 20 % le coefficient de Gini, en comparaison de sa valeur avant transferts.

Champ : ménages ordinaires, France (hors Mayotte)

Source : Eurostat, EU-SILC 2022

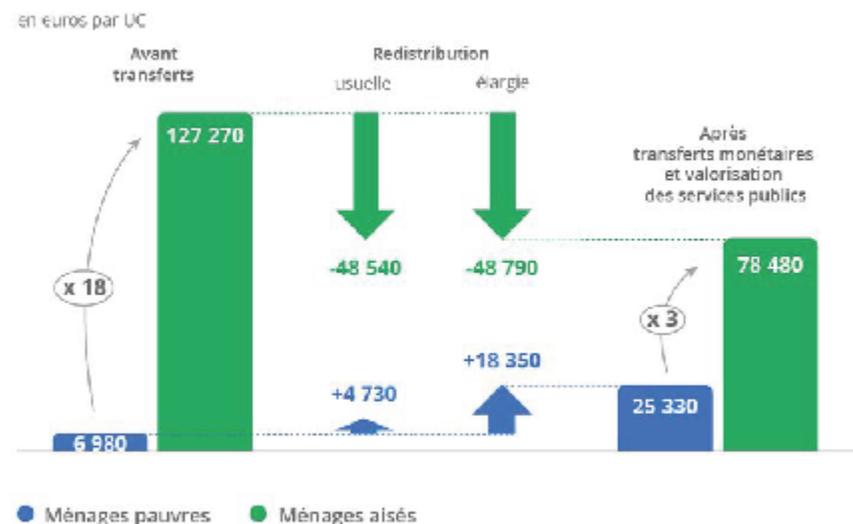


Redistribution élargie = ensemble des transferts publics

- *Prélèvements* : impôts, taxes et cotisations sociales
- *Prestations* : retraites, prestations sociales, services publics, individualisables (éducation, santé) ou collectifs (défense ou recherche)

⇒ 500 Md€ de transferts en 2019, qui bénéficient à 57 % des individus.

⇒ Ces transferts réduisent l'écart de revenu entre les 10 % les plus aisés et les 10 % les plus modestes d'un rapport de 18 à 3.

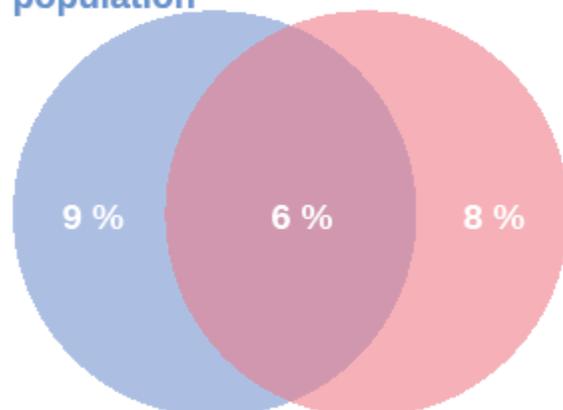


Source : Insee Analyses n° 88 « La redistribution élargie, incluant l'ensemble des transferts monétaires et les services publics, améliore le niveau de vie de 57 % des personnes »

02 PREMIERS ÉLÉMENTS D'ANALYSE SUR 2022

Pauvreté monétaire et pauvreté en conditions de vie : 2 approches complémentaires

Pauvreté monétaire
15 % de la population



Privation matérielle et sociale
14 % de la population

La pauvreté monétaire ne prend en compte qu'une seule dimension de la pauvreté.

La pauvreté en condition de vie complète cette approche et s'en démarque :

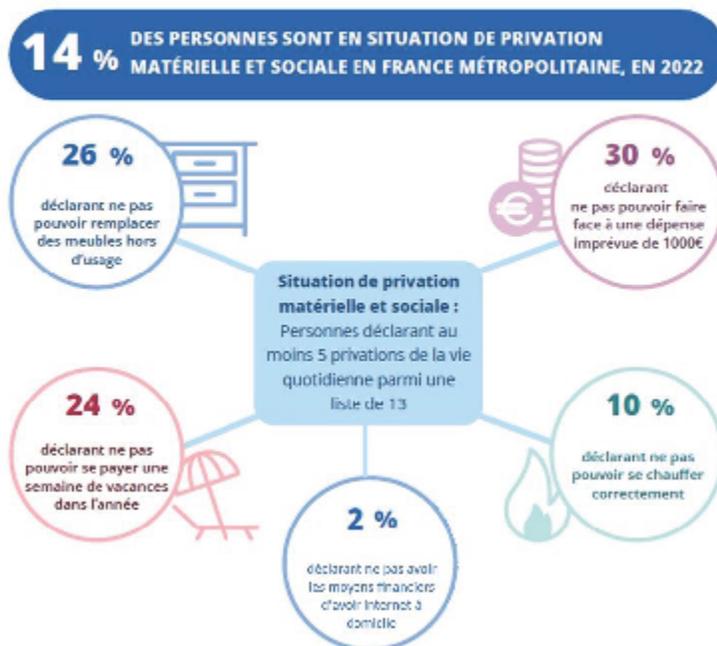
- **15 %** de personnes pauvres au sens **monétaire en 2021**
- **14 %** de personnes en situation de **privation matérielle et sociale début 2022**.

23 % de la population est pauvre selon au moins l'un de ces indicateurs, **6 %** selon les deux.

Source : Insee, enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) 2022



Début 2022, les privations matérielles et sociales sont en hausse



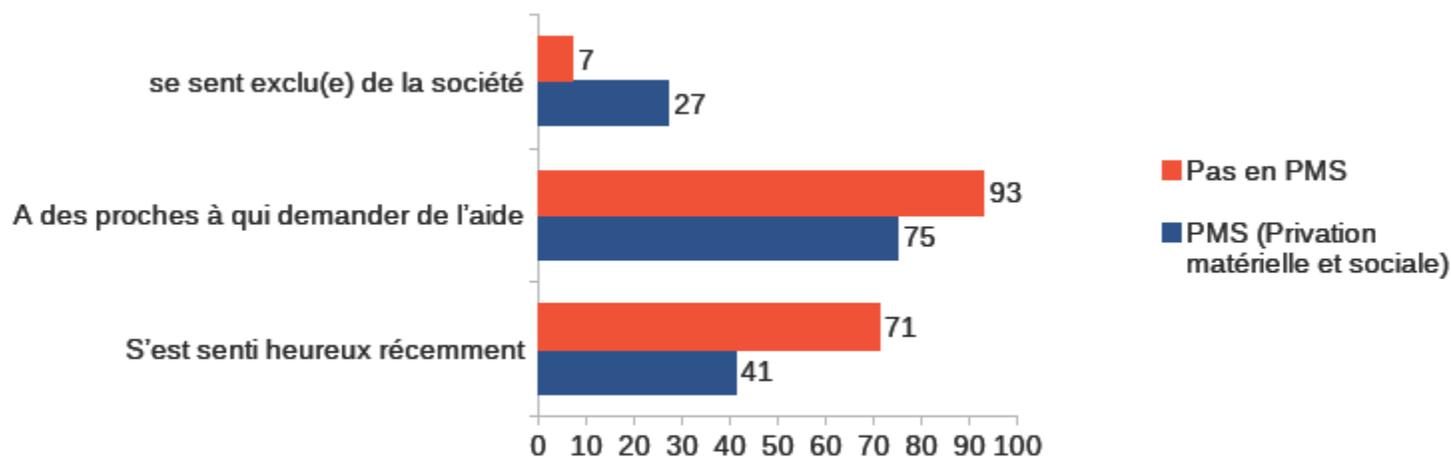
Champ : ménages ordinaires, France métropolitaine

Source : Insee, enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) 2022



Les adultes en situation de privation matérielle et sociale sont plus isolés, et se sentent plus fréquemment exclus de la société

13



Lecture : début 2022, 41 % des personnes en situation de privation matérielle et sociale se sont senties tout le temps ou la plupart du temps heureuses au cours des 4 dernières semaines ; 75 % des personnes en situation de privation matérielle et sociale ont de la famille, des amis ou des voisins sur qui compter pour une aide morale, matérielle ou financière.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Insee, enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) 2022



LES MESURES DE 2022 :

MESURES EXCEPTIONNELLES DE SOUTIEN AU POUVOIR D'ACHAT

- Prime exceptionnelle de rentrée
- Revalorisation anticipée de certaines prestations et minima sociaux
- Chèque énergie
- Indemnité inflation

MESURES PÉRENNES : PRESTATIONS

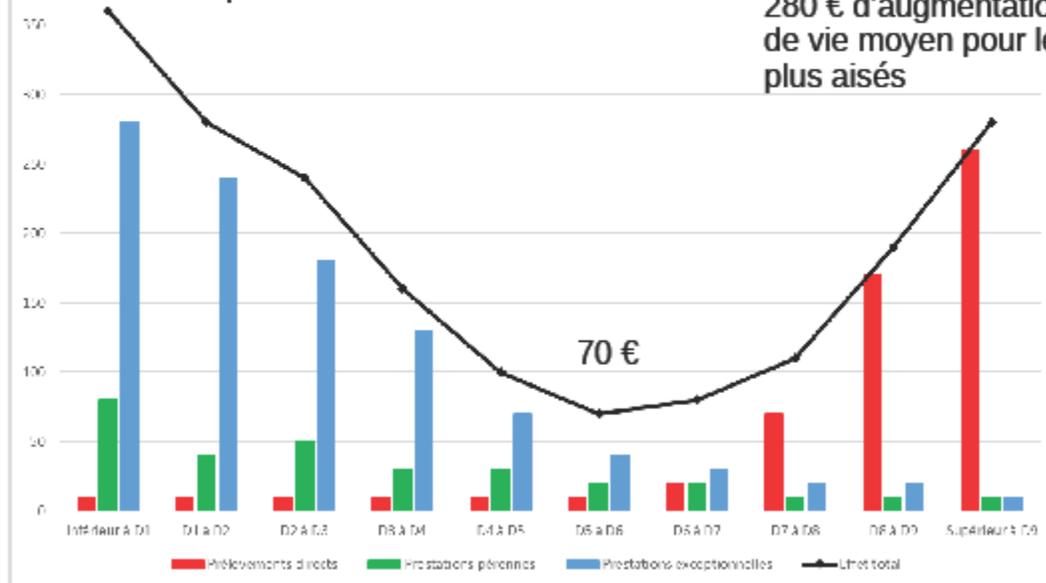
- Allocation de soutien familial (ASF)
- Allocation aux adultes handicapés (AAH)

MESURES PÉRENNES : PRÉLÈVEMENTS DIRECTS

- Taxe d'habitation (TH)
- Cotisations sociales maladie-maternité des travailleurs indépendants



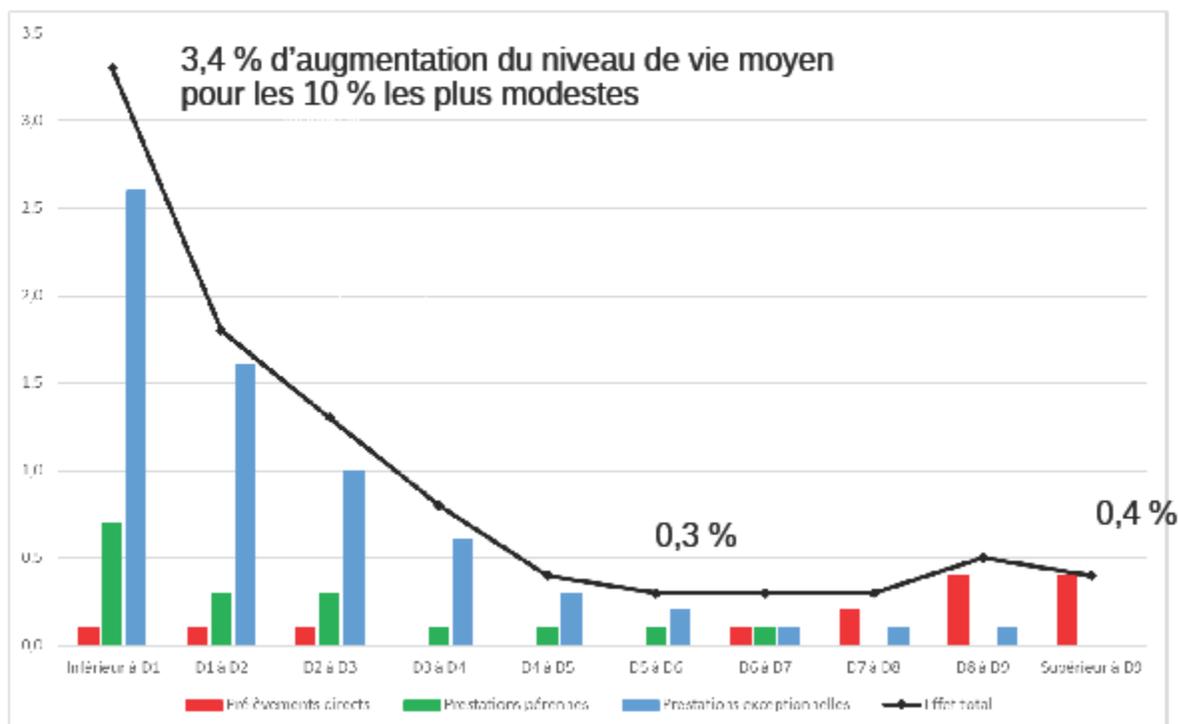
360 € d'augmentation du niveau de vie moyen pour les 10 % les plus modestes



Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Ines-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022



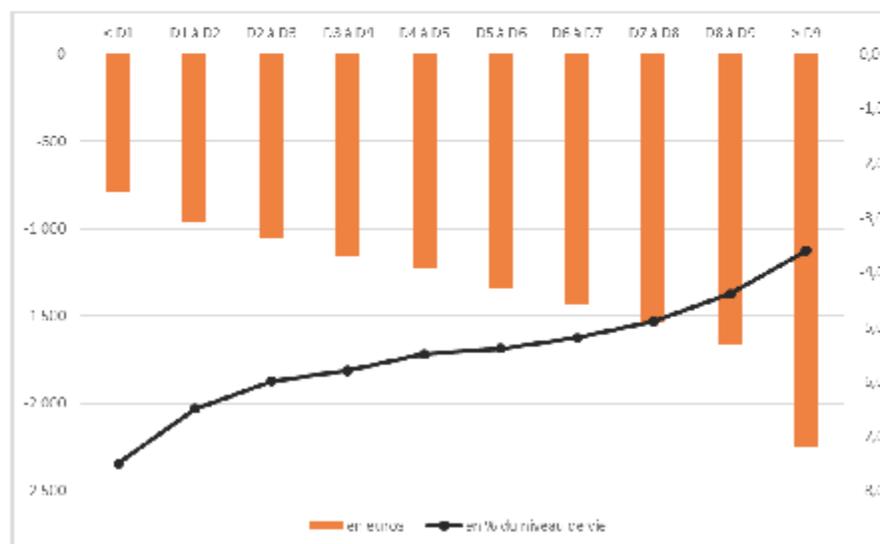


Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Ines-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022

À consommation inchangée, la hausse des prix induit en moyenne 1 320 euros annuels de dépenses supplémentaires par personne en 2022

Rapportée au niveau de vie, la hausse des dépenses pèse plus fortement pour les plus modestes

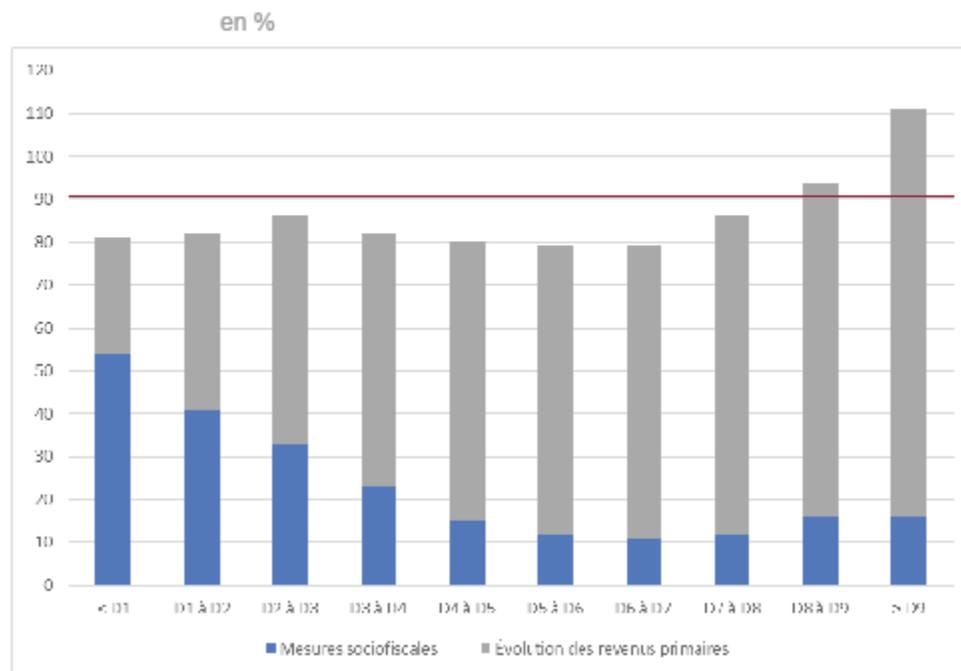


Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Ines-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022

En moyenne, 90 % des dépenses additionnelles compensés par la hausse des niveaux de vie

18



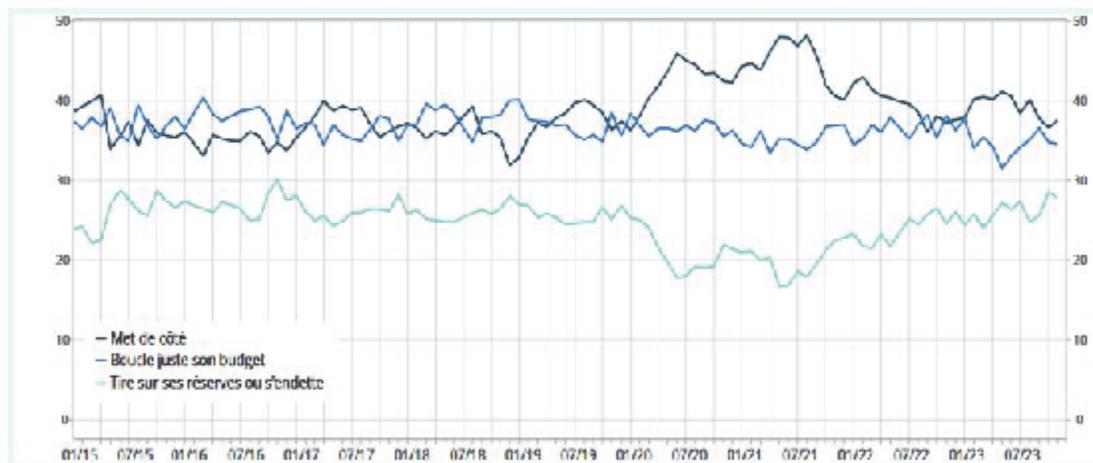
Part compensée selon le niveau de vie

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Ines-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022



Part des ménages déclarant mettre de côté, boucler juste son budget ou s'endetter/tirer sur ses réserves



Hausse de la part de ménages modestes (premier quartile) qui déclarent s'endetter entre l'avant-crise (2015-2019) et 2023

Hausse de la part des ménages des 2^e et 3^e quartiles qui tirent sur leurs réserves entre l'avant-crise et 2023

Lecture : en novembre 2023, 38 % des ménages déclarent mettre de l'argent de côté.

Champ : ménages vivant en logement ordinaire en France métropolitaine.

Source : Insee, *Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Camme)*



03

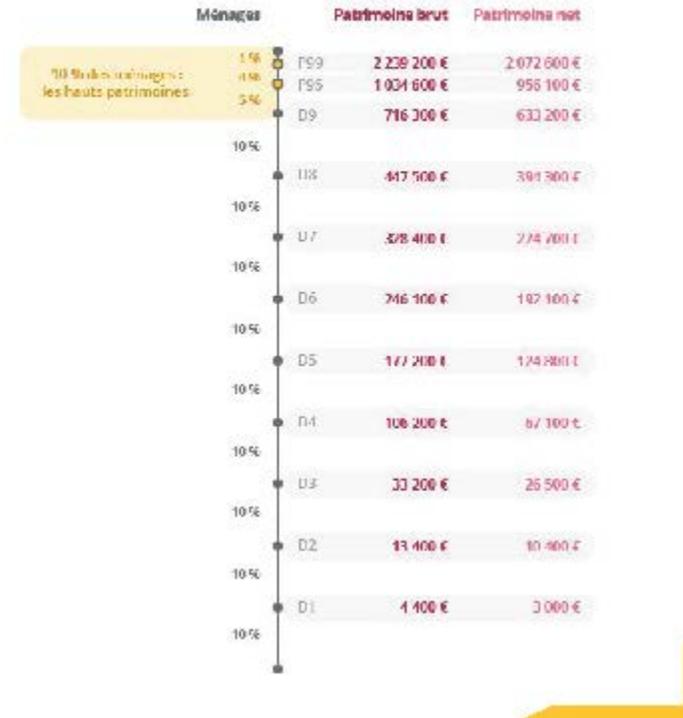
INÉGALITÉS DE PATRIMOINE ET MOBILITÉ DANS L'ÉCHELLE DES REVENUS

LE PATRIMOINE EST TRÈS INÉGALEMENT RÉPARTI DANS LA POPULATION

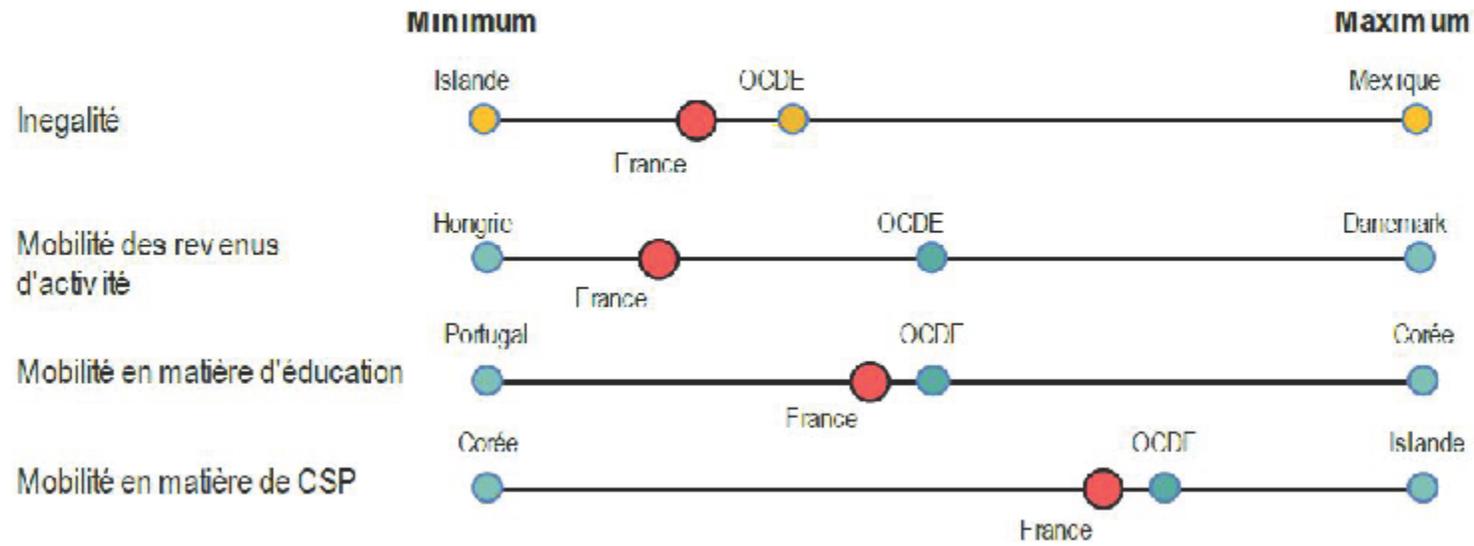
Début 2021

La répartition du patrimoine est plus inégalitaire qu'il y a 20 ans

Ce qui s'explique principalement par l'accroissement du patrimoine immobilier



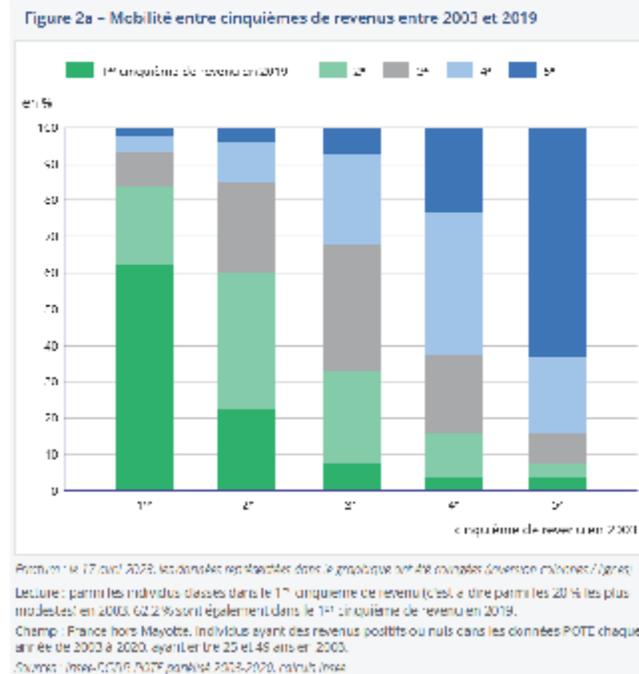
Les inégalités plus faibles en France que dans la moyenne de l'OCDE s'accompagnent d'une mobilité sociale également plus faible



Source : OCDE, *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*, juin 2018

La position des individus dans l'échelle des revenus en 2019 est corrélée à leur position en 2003 :

- Parmi les 20 % les plus modestes en 2003, **62 % des individus** sont aussi parmi les 20 % les plus modestes en 2019, et 2 % seulement effectuent une mobilité très ascendante vers les 20 % les plus aisés.
- Parmi les 20 % les plus aisés en 2003, **63 % des individus** sont aussi parmi les 20 % les plus aisés en 2019. Les mobilités très descendantes vers les 20 % les plus modestes sont rares (3 %).



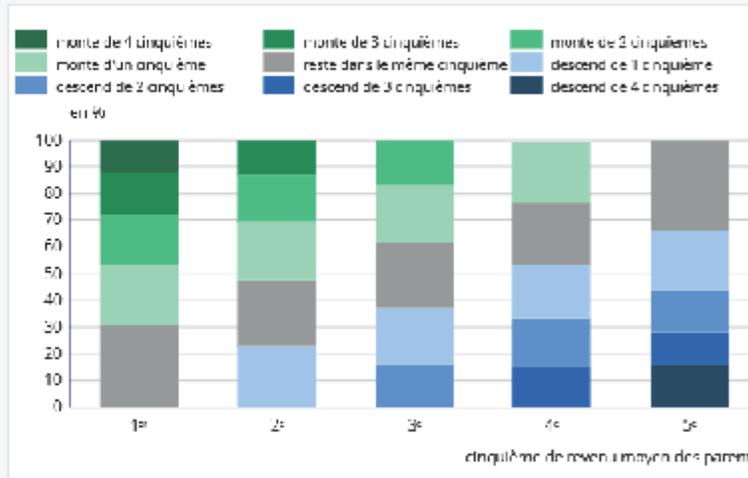
Source : Insee Analyses n° 82, 2023

- Parmi les enfants dont les parents sont dans le plus bas cinquième de la distribution des revenus, **31 % restent dans le premier cinquième** et **12 % font une mobilité très ascendante** vers le plus haut cinquième.

⇒ La mobilité intergénérationnelle très ascendante est plus forte que celle d'un même individu dans l'échelle des revenus au cours de sa vie.

- Parmi les enfants dont les parents sont dans le haut bas cinquième de la distribution des revenus, **34 % restent dans le plus haut cinquième** et **15 % font une mobilité très descendante** vers le plus bas cinquième.

Figure 2 – Mobilité entre cinquièmes de revenu des parents et cinquièmes de revenu des enfants



Lecture : parmi les enfants dont les parents sont dans le 1^{er} cinquième de la distribution des revenus, 31,1 % sont dans le plus bas cinquième de la distribution de revenus de leur classe d'âge en 2018, et 12,3 % dans le plus haut cinquième.

Champ : France métropolitaine, personnes nées en 1940, rattachées à leur lieu de naissance de leurs parents, en 2010, 2011 ou 2012, et ayant des revenus positifs ou nuls en 2018.

Source : Insee-DGPR-Cnaf-Cnav-CMS, Échantillon démographique permanent 2010

Source : Insee Analyses n° 73, 2022

Membres présents ou excusés
Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 à 9 heures

Présents. - M. David Amiel, Mme Christine Arrighi, M. Karim Ben Cheikh, M. Manuel Bompard, Mme Émilie Bonnivard, M. Mickaël Bouloux, M. Fabrice Brun, M. Philippe Brun, M. Frédéric Cabrolier, M. Michel Castellani, M. Jean-René Cazeneuve, M. Florian Chauche, M. Éric Coquerel, M. Charles de Courson, Mme Marie-Christine Dalloz, Mme Christine Decodts, M. Jocelyn Dessigny, M. Fabien Di Filippo, M. Benjamin Dirx, Mme Stella Dupont, Mme Sophie Errante, M. Joël Giraud, Mme Géraldine Grangier, M. Victor Habert-Dassault, M. Alexandre Holroyd, M. François Jolivet, M. Daniel Labaronne, M. Emmanuel Lacresse, M. Mohamed Laqhila, M. Michel Lauzzana, M. Marc Le Fur, Mme Constance Le Grip, M. Pascal Lecamp, Mme Charlotte Leduc, M. Mathieu Lefèvre, Mme Véronique Louwagie, Mme Lise Magnier, Mme Alexandra Martin (Gironde), M. Denis Masségli, M. Bryan Masson, M. Damien Maudet, Mme Marianne Maximi, M. Benoit Mournet, M. Nicolas Pacquot, Mme Mathilde Paris, Mme Christine Pires Beaune, M. Christophe Plassard, M. Robin Reda, M. Sébastien Rome, M. Alexandre Sabatou, M. Emeric Salmon, M. Nicolas Sansu, Mme Eva Sas, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Jean-Marc Tellier

Excusés. - M. Christian Baptiste, Mme Alma Dufour, Mme Marina Ferrari, M. David Guiraud, M. Tematai Le Gayic, M. Jean-Paul Mattei, M. Michel Sala, M. Charles Sitzenstuhl

Assistaient également à la réunion. - M. Pierre Cordier, M. Dominique Da Silva, Mme Katiana Levavasseur